

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 99 — 1442

[C - 99/27393]

**1er AVRIL 1999. — Décret relatif à la conservation et à la protection du patrimoine (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les articles 2 à 5 du présent décret ne sont applicables qu'à la région de langue française.

L'article 6 est applicable pour tout le territoire de la Région wallonne.

**Art. 2.** A l'article 84 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, 14°, les mots « travaux de conservation au sens de l'article 185, 7° » sont remplacés par les mots « travaux de restauration au sens de l'article 187, 11° »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, 14°, les mots « article 189 » et les mots « article 192 » sont respectivement remplacés par les mots « article 193 » et les mots « article 196 »;

3° dans le § 2, alinéa 3, les mots « article 205 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 215 » sont remplacés par les mots « article 209 ou localisés dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 »;

4° dans le § 2, alinéa 3, les mots « article 185, 11° » sont remplacés par les mots « article 187, 13° ».

**Art. 3.** A l'article 109 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « article 205 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 215 » sont remplacés par les mots « article 209 ou localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « article 185, 3° » sont remplacés par les mots « article 187, 3° ».

**Art. 4.** A l'article 150, alinéa 2, e., du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « article 189 » et les mots « article 205 » sont remplacés respectivement par les mots « article 196 » et les mots « article 209 »;

2° les mots « localisé dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 215 » sont remplacés par les mots « localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 ».

**Art. 5.** Le Livre III, Titres I, II et IV du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine est remplacé par le texte qui suit :

**« LIVRE III. — Dispositions relatives au patrimoine**

**Titre Ier. — Généralités**

*CHAPITRE Ier. — Intégration du patrimoine dans le cadre de vie de la société contemporaine*

Art. 185. Le présent Livre a pour objectif d'assurer la conservation intégrée du patrimoine.

Par patrimoine, il faut entendre l'ensemble des biens immobiliers dont la protection se justifie en raison de leur intérêt historique, archéologique, scientifique, artistique, social, technique ou paysager

a. à titre de monument : toute réalisation architecturale ou sculpturale considérée isolément, y compris les installations et les éléments décoratifs faisant partie intégrante de cette réalisation;

b. à titre d'ensemble architectural : tout groupement de constructions urbaines ou rurales, en ce compris les éléments qui les relient, suffisamment cohérent pour faire l'objet d'une délimitation topographique et remarquable par son homogénéité ou par son intégration dans le paysage;

c. à titre de site : toute œuvre de la nature ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature constituant un espace suffisamment caractéristique et homogène pour faire l'objet d'une délimitation topographique;

d. à titre de site archéologique : tout terrain, formation géologique, monument, ensemble architectural ou site ayant recelé, recelant ou étant présumé receler des biens archéologiques.

Par conservation intégrée, il faut entendre l'ensemble des mesures qui ont pour finalité d'assurer la pérennité de ce patrimoine, de veiller à son maintien dans le cadre d'un environnement approprié, bâti ou naturel, ainsi qu'à son affectation et son adaptation aux besoins de la société.

Art. 186. En préalable à toute décision de construction d'un immeuble nouveau, pour assurer la conservation intégrée de leur patrimoine, l'Etat, les Régions, les Communautés, la Société régionale wallonne du Logement, les sociétés immobilières de service public agréées par celle-ci, les Provinces, les Communes et les Intercommunales, les Fabriques d'église et les Centres publics d'aide sociale produisent une étude démontrant l'impossibilité d'affecter à l'activité en vue de laquelle un permis d'urbanisme est sollicité le ou les biens relevant du patrimoine dont ils sont propriétaires lorsqu'il est classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, en voie de classement après notification de la décision du Gouvernement d'entamer la procédure de classement, ou repris à l'inventaire du patrimoine visé par l'article 192.

*CHAPITRE II. — Définitions*

Art. 187. Pour l'application du présent livre, on entend par :

1° Gouvernement : le Gouvernement wallon;

2° Administration : la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

- 3° commission : la commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne;
- 4° propriétaire : les personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public, titulaires d'un droit de propriété, d'usufruit, d'emphytéose, de superficie, d'habitation ou d'usage sur un bien relevant du patrimoine immobilier;
- 5° Institut : l'Institut du patrimoine wallon;
- 6° liste de sauvegarde : liste des biens immobiliers menacés de destruction ou de modification provisoire ou définitive, protégés à bref délai pour une période déterminée dans l'attente d'une protection définitive s'il échet;
- 7° zone de protection : la zone établie autour d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, et délimitée par un périmètre fixé en fonction des exigences de conservation intégrée de ce bien;
- 8° protection : l'ensemble des mesures visant l'identification au moyen d'inventaires, l'étude scientifique, la sauvegarde ou le classement du patrimoine immobilier, en ce compris l'établissement d'une zone de protection s'il échet;
- 9° prévention : l'ensemble des études sanitaires, des études préalables et des opérations de maintenance;
- 10° maintenance : ensemble des opérations d'entretien préventives ou curatives, soit définitives mais qui ne modifient ni l'aspect extérieur ou intérieur du bien, ni ses matériaux, ni les caractéristiques qui ont justifié les mesures de protection, soit provisoires, pour les biens immobiliers classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, ou en voie de classement après notification de la décision du Gouvernement d'entamer la procédure de classement, et dont les montants maximums sont déterminés par le Gouvernement;
- 11° restauration : l'ensemble des travaux d'assainissement, de réfection, de mise en valeur, ou d'entretien autres que ceux visés au 9°;
- 12° patrimoine exceptionnel : les monuments, ensembles architecturaux, sites et sites archéologiques présentant un intérêt majeur, qui bénéficient d'une mesure de protection et dont la liste est déterminée par arrêté du Gouvernement après avis de la commission;
- 13° petit patrimoine populaire : les petits éléments construits, isolés ou faisant partie intégrante d'un ensemble, qui agrémentent le cadre de vie, servent de référence à une population locale, ou contribuent au sentiment d'appartenance et qui font ou non l'objet d'une mesure de protection.

### CHAPITRE III. — Missions, structures et fonctionnement de la Commission

Art. 188. La commission est chargée :

- 1° de formuler des propositions et donner les avis requis par le présent code;
- 2° si le Gouvernement l'estime utile, de donner un avis sur l'autorisation d'effectuer des actes et des travaux sur tout bien immobilier présentant un intérêt historique, archéologique, scientifique, artistique, social, technique ou paysager;
- 3° si la commission l'estime utile, de conseiller l'administration dans l'exécution des travaux;
- 4° d'adresser au Gouvernement des recommandations générales en matière de politique du patrimoine, relatives plus particulièrement à la sensibilisation de l'opinion publique à la protection du patrimoine.

Art. 189. La commission est organisée en une chambre régionale et cinq chambres provinciales.

Art. 190. Le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement de la commission et précise sa structure et ses missions.

Art. 191. Le Gouvernement fixe les délais d'avis de la commission. A défaut pour la commission de s'être prononcée dans ces délais, il est passé outre par le Gouvernement.

## TITRE II. — De la protection, de la prévention, de la restauration

### CHAPITRE 1er. — Des mesures de protection

#### Section 1re. — De l'inventaire

Art. 192. Le Gouvernement dresse, tient à jour et publie un inventaire du patrimoine.

#### Section 2. — De la liste de sauvegarde

Art. 193. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut inscrire sur une liste de sauvegarde les biens immobiliers définis à l'article 185, alinéa 2, et ce :

- 1° soit d'initiative;
- 2° soit sur proposition de la commission;
- 3° soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 4° soit à la demande de trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de cinq mille habitants, de six cents personnes pour une commune comptant de cinq mille à trente mille habitants, ou de mille personnes pour une commune comptant plus de trente mille habitants;
- 5° soit à la demande du propriétaire.

Sauf cas d'urgence dûment motivé, le Gouvernement ne procède à cette inscription qu'après avis de la commission.

§ 2. Les biens immobiliers sont inscrits sur la liste de sauvegarde pour une période de douze mois sans renouvellement prenant cours à la date de l'inscription.

Art. 194. Si un bien immobilier est compris dans le périmètre d'un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale établi par le Gouvernement en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'arrêté inscrivant ce bien sur la liste de sauvegarde tient compte de ce plan.

Art. 195. L'arrêté inscrivant un bien immobilier sur la liste de sauvegarde est publié par mention au *Moniteur belge*.

L'arrêté est notifié :

- 1° à la députation permanente de la province où le bien est situé;
- 2° au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 3° à la commission;
- 4° au propriétaire;
- 5° aux ministres concernés.

L'arrêté inscrivant le bien sur la liste de sauvegarde est obligatoire à leur égard dès sa notification ou à partir de sa publication au *Moniteur belge*, si celle-ci est antérieure.

## Section 3.— Du classement

Art. 196. Le Gouvernement peut classer les biens immobiliers définis à l'article 185, alinéa 2.

Sur avis de la commission, le Gouvernement établit tous les trois ans une liste contenant le patrimoine exceptionnel de la Région.

Le Gouvernement peut reconnaître ponctuellement le caractère exceptionnel de certains éléments classés, sur avis de la commission.

Art. 197. Le Gouvernement entame la procédure de classement :

1° soit d'initiative;

2° soit sur proposition de la commission;

3° soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;

4° soit à la demande de trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de cinq mille habitants, de six cents personnes pour une commune comptant de cinq mille à trente mille habitants, ou de mille personnes pour une commune comptant plus de trente mille habitants;

5° soit à la demande du propriétaire.

Art 198. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement notifie, par envoi recommandé à la poste, sa décision d'entamer la procédure de classement et soumet, pour avis, les projets de classement simultanément :

1° à la députation permanente de la province où le bien est situé;

2° au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;

3° à la commission;

4° aux ministres concernés, qui disposent d'un délai de soixante jours pour communiquer leurs avis; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 2. A la même date que celle des notifications visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement notifie au propriétaire par envoi recommandé, sa décision d'entamer la procédure de classement. La notification reproduit la disposition prévue à l'article 230, § 3, 4°. Dans les quinze jours ouvrables, le propriétaire a l'obligation d'en informer le locataire ou l'occupant du bien immobilier concerné, ainsi que toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter des travaux au bien visé ou qu'il aurait autorisée à en exécuter. La notification adressée au propriétaire mentionne cette obligation.

Art. 199. § 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours de la réception de la notification visée à l'article 198, § 1<sup>er</sup>, le collège des bourgmestre et échevins procède à une enquête publique dont la durée est de quinze jours.

Les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et, au moins, un jour jusqu'à 20 heures ou le samedi matin.

Cette enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés par le projet de classement, que par un avis inséré dans trois quotidiens distribués dans la région. S'il existe un bulletin communal d'information distribué à la population, l'avis y est inséré.

En l'absence de bulletin communal, l'avis est inséré dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants.

Les avis indiquent l'objet de l'enquête et signalent que le dossier peut être consulté à la maison communale conformément aux principes mentionnés au présent paragraphe. Les avis affichés doivent être maintenus pendant toute la durée de l'enquête en parfait état de visibilité et de lisibilité.

§ 2. Dans les quinze jours suivant l'expiration du délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le collège des bourgmestre et échevins, ou l'un de ses membres qu'il délègue à cet effet, tient une séance publique où sont entendues les personnes qui le désirent.

A l'issue de cette séance, il est dressé un procès-verbal de clôture d'enquête publique.

§ 3. Après la clôture de l'enquête publique et dans un délai n'excédant pas trente jours, le conseil communal émet un avis motivé sur la demande de classement; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 4. Dans les quinze jours suivant la clôture du délai visé au paragraphe 3, le collège des bourgmestre et échevins transmet à la députation permanente le dossier auquel sont joints :

1° les observations formulées au cours de l'enquête publique;

2° le procès-verbal de clôture de l'enquête publique;

3° la délibération du conseil communal.

Une copie de ces documents, accompagnée d'une copie des avis visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, est adressée simultanément au Gouvernement et à la commission.

§ 5. Tout défaut ou retard mis par la commune à procéder aux formalités visées au présent article n'entraîne pas la nullité de la procédure et ne peut avoir pour effet d'allonger le délai visé à l'article 200.

§ 6. Les délais sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août à dater de la réception de la notification par la commune d'entamer la procédure de classement, jusqu'au jour de la transmission du dossier à la députation permanente.

Art. 200. Dans les trente jours de la réception du dossier transmis par la commune ou, à défaut, dans les cent cinquante jours de la réception de la notification visée à l'article 198, § 1<sup>er</sup>, la députation permanente émet un avis motivé sur la demande de classement; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

Art. 201. Le dossier complet est transmis par la députation permanente à la commission qui adresse ses propositions motivées au Gouvernement dans les soixante jours de la réception du dossier ou, à défaut, dans les soixante jours suivant l'expiration du délai de cent cinquante jours visé à l'article 200. Une copie de la délibération de la députation permanente est envoyée au Gouvernement dans le même délai.

Art. 202. § 1<sup>er</sup>. Tout propriétaire d'un bien immobilier faisant l'objet d'une proposition de classement peut, dans les septante-cinq jours de la clôture de l'enquête visée à l'article 199, s'adresser directement au Gouvernement par lettre recommandée, en vue de faire connaître ses observations au sujet de la proposition de classement, pour autant que sa lettre soit accompagnée d'une déclaration de l'Administration communale où le propriétaire est domicilié attestant qu'il était absent de son domicile au moment de l'enquête.

§ 2. La procédure prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> peut être utilisée par le propriétaire du bien ou par toute autre personne intéressée lorsque la commune n'a pas procédé à l'enquête publique.

Art. 203. Si un bien immobilier est compris dans le périmètre d'un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, établi par le Gouvernement en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'arrêté de classement tient compte de ce plan.

Lorsque l'arrêté de classement comprend des modifications à apporter à un plan particulier de gestion visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement décide la mise en révision de ce plan.

Art. 204. L'arrêté de classement est publié par mention au *Moniteur belge*. Il est notifié par envoi recommandé à la poste aux autorités et aux personnes mentionnées à l'article 198 et est transcrit au bureau de conservation des hypothèques.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le propriétaire en donne connaissance au locataire ou à l'occupant du bien immobilier concerné, par lettre recommandée à la poste, sous peine d'être tenu pour responsable solidairement de la remise en état des lieux ordonnée par le tribunal en vertu de l'article 155. La notification adressée au propriétaire fait mention de cette obligation.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le collège des bourgmestre et échevins donne connaissance à l'occupant de l'arrêté de classement et l'annonce par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés, et ce pendant trente jours au minimum.

L'arrêté de classement prend ses effets à l'égard des autorités et des personnes mentionnées à l'article 198 dès sa notification ou à partir de sa parution au *Moniteur belge* si celle-ci est antérieure.

#### Section 4. — Du retrait des mesures de protection

Art. 205. Pour rayer un bien immobilier de la liste de sauvegarde ou pour procéder au déclassement d'un bien immobilier, le Gouvernement respecte les procédures prévues, respectivement, aux articles 193 à 195 et aux articles 197 à 204.

#### Section 5. — Des effets des mesures de protection

Art. 206. § 1<sup>er</sup>. Le propriétaire d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ne peut y apporter ou y laisser apporter un changement définitif que conformément aux dispositions des articles 84 et suivants du Code.

Toute démolition totale d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé est interdite, sauf dans l'hypothèse visée au § 3.

Les travaux de démolition partielle d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé peuvent être admis sans faire l'objet d'une mesure de déclassement, s'ils n'affectent pas substantiellement les caractéristiques du bien et pour autant qu'ils soient la conséquence d'un projet de réaffectation, de consolidation, de restauration ou de mise en valeur ayant fait l'objet d'une approbation du Gouvernement.

§ 2. Le déplacement de tout ou partie d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé est interdit, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle de ce bien l'exigerait impérativement. Dans ce cas, les garanties nécessaires pour son démontage, son transfert et son remontage dans un lieu déterminé sont fixées pour chaque cas par le Gouvernement.

§ 3. Par dérogation aux articles 133 et 135, § 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la nouvelle loi communale, lorsqu'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé menace ruine, le bourgmestre ne peut en ordonner la démolition partielle ou totale sans notifier sa décision au Gouvernement. Cette décision est exécutoire dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette notification, si le Gouvernement ne l'a pas suspendue par lettre recommandée à la poste.

§ 4. Les effets de l'inscription sur la liste de sauvegarde ou du classement suivent le bien immobilier en quelque main qu'il passe. Les servitudes qui dérivent des dispositions contenues dans le présent Code ou d'autres lois, décrets et règlements relatifs à la police de la voirie et des constructions ne sont pas applicables aux biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés, si elles peuvent avoir pour conséquence de les détériorer ou d'en modifier l'aspect.

§ 5. En cas de transfert d'un bien immobilier, inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, le notaire instrumentant est tenu de recueillir auprès des administrations communales les informations éventuelles relatives à l'inscription sur la liste de sauvegarde ou au classement et de les transcrire dans l'acte authentique.

Dans la publicité faite à l'occasion de toute mutation, le notaire instrumentant est également tenu de faire mention de l'inscription du bien sur la liste de sauvegarde ou du classement.

Le notaire est tenu d'avertir le Gouvernement dans les trente jours du changement de propriétaire d'un bien classé.

§ 6. Lorsqu'un bien immobilier est inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, les Administrations communales sont tenues de donner au sujet de ce bien tout renseignement en leur possession, soit à la demande de tout intéressé, soit d'office dans le cas où elles délivrent un certificat d'urbanisme en application de l'article 150, 5<sup>o</sup>.

Art. 207. L'arrêté inscrivant un bien immobilier sur la liste de sauvegarde ou l'arrêté de classement d'un bien immobilier peut déterminer les conditions particulières de protection et de gestion auxquelles est soumis le bien concerné. Ces conditions peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, en ce compris l'interdiction totale ou conditionnelle de bâtir, de lotir ou d'ériger des clôtures.

L'arrêté relatif à un site ne peut limiter la liberté de l'exploitant agricole de ce site en ce qui concerne les plantations et les cultures, à l'exception toutefois des haies, des bosquets, des allées et des bois, des zones humides, des zones protégées pour l'intérêt que présente leur végétation ou leur faune, ainsi que du sol couvrant des sites archéologiques.

Art 208. Tous les effets du classement s'appliquent provisoirement aux biens immobiliers faisant l'objet d'une procédure de classement pendant une période d'un an prenant cours à la date des notifications visées à l'article 198.

#### Section 6. — Des zones de protection

Art. 209. L'arrêté inscrivant un bien immobilier sur la liste de sauvegarde ou l'arrêté de classement d'un bien immobilier peut établir autour du bien concerné une zone de protection dont il fixe les limites.

Sur avis de la commission et par arrêté motivé, le Gouvernement peut établir une zone de protection autour d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé.

#### Section 7. — Des écussons et des panneaux

Art. 210. Le Gouvernement arrête le graphisme, les dimensions et l'emplacement des écussons et des panneaux placés sur les biens immobiliers classés, ou aux abords de ceux-ci, en vue d'attirer l'attention sur la mesure de protection dont ils font l'objet.

CHAPITRE II. — *Des mesures de prévention et de restauration**Section 1re. — Des dispositions générales*

Art. 211. Le propriétaire d'un bien immobilier classé est tenu de le maintenir en bon état.

Est réputé avoir manqué à l'obligation de maintenir son bien en bon état, le propriétaire qui aura négligé après mise en demeure d'entamer les études ou les travaux conformément aux indications reprises dans la fiche d'état sanitaire visée à l'article 212, § 1<sup>er</sup> :

1° soit dans les cinq ans de la notification par le Gouvernement de la promesse de subside visée à l'article 212, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

2° soit dans les nonante jours de la notification d'un arrêté de subvention dans le cadre de la maintenance du patrimoine visé à l'article 214, § 1<sup>er</sup>;

3° soit dans les deux ans de la délivrance d'un permis d'urbanisme afférent au bien;

4° soit dans l'année de la notification d'un arrêté de subvention des mêmes études et travaux si cette notification est postérieure à la délivrance du permis.

Sans préjudice de l'article 154, le Gouvernement fixe les modalités de réduction des taux de subsides octroyés pour la réalisation de travaux sur le bien lorsque le propriétaire aura manqué à ses obligations.

*Section 2. — De la prévention**Sous-section 1re. — De la fiche d'état sanitaire*

Art. 212. § 1<sup>er</sup>. Les propriétaires de biens classés sont tenus de transmettre tous les cinq ans une fiche d'état sanitaire résultant d'une étude décrivant l'état physique du bien classé et établissant pour les cinq prochaines années un plan des études et des travaux de prévention et de restauration nécessaires pour assurer la conservation intégrée du bien. Cette fiche est soumise à l'approbation du Gouvernement ou de son délégué et est transmise pour information à la commune où le bien est situé lorsque sa destination est à usage public.

La fiche d'état sanitaire comporte notamment les indications techniques relatives à l'état physique général du monument, l'état de conservation du site, de l'ensemble architectural ou du site archéologique, la nécessité de réaliser des études préalables complémentaires, le degré d'urgence des travaux à réaliser, ainsi que leur estimation.

Lorsqu'il approuve la fiche d'état sanitaire, le Gouvernement indique, le cas échéant, les études ou les travaux qu'il estime prioritaires et pour lesquels des subventions seront accordées.

En cas de non-approbation, dans les quinze jours de la notification de celle-ci par envoi recommandé à la poste, la fiche sera revue par un expert désigné d'un commun accord et à nouveau soumise à l'approbation du Gouvernement.

§ 2. Sans préjudice de l'article 154 du Code, au cas où le propriétaire ne transmet pas la fiche d'état sanitaire dans les délais fixés par le Gouvernement et au cas où le propriétaire n'effectue pas après mise en demeure les études et les travaux prioritaires prévus dans la fiche et pour lesquels une promesse de subside a été octroyée par le Gouvernement, la Région, la commune ou la province peut se substituer à lui et prendre les mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde du bien; selon le cas, la commune ou la province recueillent les subventions accordées par la Région.

A défaut d'accord avec le propriétaire, les autorités visées à l'alinéa précédent peuvent récupérer les frais engagés, dans la mesure où ils ont profité au propriétaire, et ce par toute voie de droit.

Lorsque le bien appartient à une personne de droit privé et qu'il ne s'agit pas de travaux de mise hors eau ou relatifs aux opérations de maintenance, l'autorité peut procéder à son expropriation. Sauf convention contraire intervenue entre les parties intéressées, l'expropriation porte sur le bien tout entier, même s'il n'est classé que pour partie, pour autant que cette partie constitue un élément essentiel du bien, et sur le terrain qui en est l'accessoire indispensable.

§ 3. Le Gouvernement définit le modèle de la fiche d'état sanitaire, détermine ses modalités d'exécution et fixe les conditions d'intervention de la Région pour l'élaboration de cette fiche.

*Sous-section 2. — De l'étude préalable*

Art. 213. L'étude préalable aux travaux de restauration d'un bien classé consiste à réaliser, sur base de la fiche d'état sanitaire, les études scientifiques et techniques nécessaires à l'élaboration du projet des travaux de restauration.

Lorsqu'il s'agit d'effectuer des travaux de restauration sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel, l'étude préalable est obligatoire.

Le Gouvernement détermine le contenu et les conditions de mise en œuvre de l'étude préalable, de même que les modalités d'intervention dans les frais de réalisation de celle-ci.

*Sous-section 3. — De la maintenance*

Art. 214. § 1<sup>er</sup>. Il est créé pour la Région wallonne un Comité de la maintenance du patrimoine dont les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Gouvernement.

Le Comité est composé de représentants de la commission et de l'Administration, en ce compris le directeur général de l'Administration de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine et le fonctionnaire délégué visé à l'article 3, ou leurs représentants.

Le Comité peut faire appel au concours d'experts et à toute personne dont il juge la présence utile.

Il transmet annuellement un rapport de ses activités au Gouvernement.

Le Gouvernement peut fixer les modalités de fonctionnement du Comité de la maintenance.

§ 2. La Région intervient dans les frais relatifs aux opérations de maintenance au sens de l'article 187, 10°, à la condition que le Comité de la maintenance ait donné un avis favorable préalablement à l'exécution des travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de ces subsides et celles de l'intervention dans les frais de réalisation d'une expertise préalable éventuelle.

*Section 3. — De la restauration*

Art. 215. Pour autant que leur affectation soit déterminée, la Région, la province et la commune intéressées interviennent dans les frais de restauration des biens classés, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 216. Lorsque la Région intervient dans le coût des frais de restauration d'un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel, elle peut conclure un accord-cadre avec le maître de l'ouvrage.

Le Gouvernement arrête le contenu et les modalités de mise en œuvre des accords-cadres qui :

1° fixent la durée et le calendrier de réalisation des travaux de restauration, qui, en fonction de leur ampleur, s'étalent sur plusieurs années;

2° déterminent l'intervention globale et annuelle de chaque partie dans le coût de ces mesures.

#### Section 4. — De l'Institut du patrimoine wallon

##### Sous-section 1re. — Création

Art. 217. Il est créé, sous la dénomination « Institut du patrimoine wallon (I.P.W.) » un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique. L'Institut a son siège à Namur et un Centre de perfectionnement aux métiers du patrimoine à l'ancienne abbaye de la « Paix-Dieu » à Amay.

L'Institut est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

##### Sous-section 2. — Objet et missions

Art. 218. L'Institut du patrimoine wallon a pour objet, d'une part, de gérer des biens classés en vue de les réhabiliter et, d'autre part, d'assurer la conservation des savoir-faire et de favoriser le perfectionnement dans les métiers du patrimoine. La mission de gestion des biens classés s'exerce à l'égard des biens énumérés dans une liste arrêtée par le Gouvernement. Cette liste ne peut comprendre que des biens situés sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception du territoire de langue allemande.

Art. 219. La gestion des biens classés, par l'Institut du patrimoine wallon consiste à :

1° recueillir le bien par acquisition ou assister son propriétaire dans la gestion de ce bien et assurer sa préservation immédiate s'il échet par des travaux d'urgence et de mise hors eau;

2° déterminer l'état sanitaire du bien et réaliser l'étude préalable visée à l'article 213 s'il échet, ainsi que réaliser les premiers travaux de conservation qui en découlent;

3° réaliser l'étude du potentiel de réaffectation du bien;

4° procéder à la recherche d'investisseurs privés ou publics pour l'acquisition ou la location du bien ou toute autre formule de mise à disposition du bien, par le développement d'une stratégie commerciale appuyé sur l'étude du potentiel de réaffectation;

5° sur base d'un programme de réaffectation, assumer soit pour son compte, soit pour le compte d'un tiers en délégation, la maîtrise d'ouvrage de travaux de restauration;

6° vendre, louer ou mettre à disposition par toute autre formule, le bien réaffecté ou en cours de réaffectation.

Art. 220. Le perfectionnement aux métiers du patrimoine consiste à :

1° offrir des perfectionnements théoriques et pratiques ayant trait aux métiers et techniques de conservation du patrimoine, en concertation avec les organismes régionaux de formation;

2° organiser une infrastructure d'accueil pouvant contribuer au bon fonctionnement de ces perfectionnements;

3° recueillir toute documentation relative aux métiers du patrimoine et en assurer la diffusion;

4° organiser des manifestations, des activités et des réunions visant, notamment, à rencontrer les objectifs fixés par le Réseau européen des métiers du patrimoine;

5° conclure des accords et coopérer avec les institutions compétentes en la matière et s'associer aux initiatives de la Région en matière de formation;

6° assumer la promotion, notamment dans le cadre d'une action touristique concertée, de ces perfectionnements en Belgique et à l'étranger.

Art. 221. En vue de la réalisation de ses missions, l'Institut peut notamment :

1° faire valoir un droit de préemption sur les biens classés aux conditions fixées par les articles 176, § 1<sup>er</sup> et § 2 et 177 à 180 et pour autant que ces biens soient préalablement repris sur la liste visée à l'article 218 du Code;

2° proposer au Gouvernement de poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le cadre de l'expropriation prévue à l'article 212, § 2, ou pour permettre à l'Institut d'accomplir ses missions;

3° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet;

4° effectuer toutes les opérations financières, mobilières et immobilières, dans le cadre de la réalisation de son objet, y compris participer à des sociétés qui visent à réhabiliter un bien classé;

5° développer et réaliser toutes activités se rapportant directement ou indirectement à ses missions;

6° prendre des participations en capital ou s'associer avec une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit public afin de créer une société commerciale, après y avoir été autorisé par arrêté du Gouvernement.

Art. 222. L'Institut transmet annuellement ses comptes ainsi qu'un rapport de ses activités au Gouvernement. Il y joint le programme d'activités prévu pour l'année à venir.

Le Gouvernement transmet ce rapport dans les meilleurs délais au Conseil régional wallon.

##### Sous-section 3. — Ressources

Art. 223. Les ressources de l'Institut sont :

1° une subvention annuelle de fonctionnement et une subvention annuelle pour les études, fournitures, travaux et entretien, établis dans le cadre du budget annuel, accordées par la Région; la Région peut y affecter également les droits relatifs à des biens mobiliers et immobiliers dont elle est titulaire;

2° les subsides de toute nature établis par la réglementation régionale;

3° le produit de toute opération financière, mobilière ou immobilière;

4° les libéralités en nature ou en espèces;

5° les revenus de parrainage, de coproduction, ou de cofinancement;

6° celles provenant de l'activité de l'Institut, telles la vente de stages de perfectionnement ou de nuitées d'hébergement, la vente ou la mise à disposition sous quelque forme que ce soit de documentation;

7° les soldes non utilisés des exercices antérieurs et le bénéfice net.

Art. 224. L'Institut ne peut recourir à l'emprunt.

## Sous-section 4. — Gestion de l'Institut

Art. 225. L'administrateur général et son adjoint sont désignés par le Gouvernement aux conditions qu'il fixe.

Le Gouvernement peut déléguer les pouvoirs de gestion journalière à l'administrateur général et, en son absence, à l'administrateur général adjoint.

Le Gouvernement détermine les actes relevant de la gestion journalière ainsi que les délégations de pouvoir en matière de fonctionnement général, de marchés publics et de personnel de service.

## Sous-section 5. — Commission consultative

Art. 226. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une commission consultative chargée de donner un avis soit d'initiative, soit à la demande du Ministre, sur le budget, le programme et l'exécution des missions de l'Institut. Elle rend également un avis relatif à la réaffectation et à l'expropriation des biens visés à l'article 212, § 2.

La commission consultative est composée comme suit :

- 1° le Ministre chargé du Patrimoine ou son délégué;
- 2° le Ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions ou son délégué;
- 3° le Directeur général de l'Administration ou son représentant;
- 4° l'Inspecteur général de la Division du patrimoine ou son représentant;
- 5° un représentant de la Confédération wallonne de la construction;
- 6° un représentant de l'Union des villes et communes de Wallonie;
- 7° un représentant de l'Association des provinces wallonnes;
- 8° un représentant du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;
- 9° deux représentants de la commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne;
- 10° deux représentants du Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 11° l'administrateur général de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi ou son représentant;
- 12° l'administrateur général de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;
- 13° un représentant du Fonds de formation de la construction;
- 14° un représentant du Centre scientifique et technique de la construction.

Les membres suppléants sont désignés pour les différents organismes représentés.

En fonction de la mise en œuvre des missions et des collaborations éventuelles, le Gouvernement désigne des membres supplémentaires de la commission consultative, sur proposition de l'Administrateur général après avis de celle-ci.

Le secrétariat est assuré par un membre du personnel de l'Institut.

§ 2. Le Gouvernement nomme les membres effectifs et suppléants de la commission. Il fixe leur mode d'indemnisation et arrête le règlement d'ordre intérieur de la commission consultative.

Art. 227. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Comité de patronage chargé, d'une part, d'appuyer les initiatives de l'Institut et, d'autre part, d'y sensibiliser les milieux susceptibles de s'associer à celles-ci.

Le Comité de patronage est composé de douze hautes personnalités issues des milieux économique, industriel, financier, culturel et social, choisis par le Gouvernement en fonction de leur intérêt pour la conservation du patrimoine et de leur notoriété dans leur milieu respectif.

Le secrétariat est assuré par un membre du personnel de l'Institut.

§ 2. Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur du Comité de patronage.

## Sous-section 6. — Personnel

Art. 228. Le Gouvernement fixe le cadre du personnel de l'Institut.

Le Gouvernement détermine, d'une part, les modalités de transfert et de mise à disposition vers l'Institut des membres du personnel de la Région wallonne et, d'autre part, les modalités de permutation entre l'Institut et la Région wallonne.

L'Institut peut également engager du personnel contractuel aux fins exclusives :

- 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° de remplacement d'agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel;
- 3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est fixée au préalable par le Gouvernement.

Art. 229. L'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit : « 13° Institut du patrimoine wallon ».

Par dérogation à l'article 2 du même décret, les agents en provenance de services publics autres que ceux de la Région et désignés comme administrateur général ou administrateur général adjoint conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur désignation.

## CHAPITRE III. — Des indemnités

Art. 230. § 1<sup>er</sup>. Les propriétaires peuvent demander une indemnité à charge de la Région lorsqu'une interdiction de bâtir ou de lotir résultant uniquement du classement d'un bien immobilier met fin à l'utilisation ou l'affectation de ce bien au jour précédant l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement.

§ 2. Le droit à l'indemnisation naît au moment du refus du permis d'urbanisme ou de lotir, en ce compris le permis visé à l'article 130, ou lorsqu'un certificat d'urbanisme négatif est délivré. Seule la diminution de valeur résultant de l'interdiction de bâtir ou de lotir peut être prise en considération pour l'indemnisation. Cette diminution de valeur doit être subie sans indemnité jusqu'à concurrence de 20% de cette valeur.

L'indemnité est réduite ou refusée si et dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien immobilier.

La Région peut s'exonérer de son obligation d'indemniser soit en rachetant le bien, soit en modifiant les prescriptions de l'arrêté de classement qui sont à l'origine du droit à l'indemnité.

§ 3. Aucune indemnité n'est due :

- 1° lorsque le propriétaire a acquis le bien immobilier alors qu'il était déjà classé;
- 2° du chef de l'interdiction de placer des enseignes ou des dispositifs de publicité sur un bien immobilier classé;
- 3° du chef de l'interdiction de continuer l'exploitation d'établissements dangereux, incommodes et insalubres au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée;
- 4° lorsque le propriétaire a lui-même demandé le classement de son bien ou y a expressément consenti.

§ 4. La Région peut demander le remboursement des indemnités majorées des intérêts légaux aux bénéficiaires, leurs ayants droit ou ayants cause dès que le bien immobilier est déclassé.

§ 5. Les actions sont prescrites un an après le jour où naît le droit à l'indemnisation ou au remboursement de l'indemnisation.

### TITRE III. — Du petit patrimoine populaire

Art. 231. Dans les limites des crédits budgétaires, la Région peut intervenir dans les frais visant la conservation intégrée du petit patrimoine selon les conditions fixées par le Gouvernement. ».

Art. 6. Le livre III, titre III, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine est remplacé par le texte qui suit :

#### « TITRE IV. — De l'archéologie

##### CHAPITRE Ier. — Des définitions

Art. 232. Pour l'application du présent titre, on entend par :

- 1° biens archéologiques : tout vestige matériel, y compris paléontologique ou sa trace, situé sous ou au-dessus du sol, envisagé comme un témoignage de l'activité de l'homme ou de son environnement, d'époques ou de civilisations révolues, indépendamment de sa valeur artistique;
- 2° sondages archéologiques : les opérations impliquant la modification de l'état d'un site archéologique, destinées à s'assurer de l'existence de biens archéologiques ou de l'existence, de la nature et de l'étendue d'un site archéologique;
- 3° fouilles : l'ensemble des opérations et des travaux destinés à rechercher et à recueillir des biens archéologiques;
- 4° fouilles de sauvetage : les fouilles relatives à des sites archéologiques en cours de destruction totale ou partielle;
- 5° fouilles de prévention : les fouilles relatives à des sites archéologiques menacés de destruction totale ou partielle dans un délai rapproché et de manière inéluctable;
- 6° fouilles de statut régional : les fouilles reconnues par le Gouvernement d'une importance capitale pour la connaissance du passé;
- 7° découverte fortuite : la mise au jour, par le pur effet du hasard, de biens archéologiques;
- 8° prospection : l'opération destinée à repérer des biens ou des sites archéologiques sans y apporter de modification.

##### CHAPITRE II. — Des mesures de protection

Art. 233. Le Gouvernement dresse et tient à jour un inventaire des sites archéologiques de la région wallonne.

Art. 234. Sans préjudice des délais visés aux articles 116 et suivants, l'avis du Gouvernement est requis lors de procédures de délivrance des permis visées aux articles 107, 108, 109, 127 et 130 lorsqu'il s'agit de procéder à des actes et travaux de nature à menacer de destruction totale ou partielle un site archéologique.

Art. 235. Le Gouvernement peut subordonner la délivrance d'un permis d'urbanisme ou de lotir à l'exécution de sondages archéologiques et de fouilles.

Art. 236. Les travaux destinés à préserver et à mettre en valeur un ou plusieurs sites archéologiques sont soumis aux dispositions des chapitres III et IV du présent titre.

##### CHAPITRE III. — Des sondages archéologiques et des fouilles

Art. 237. Nul ne peut procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles sans l'autorisation préalable du Gouvernement ou de son délégué.

Art. 238. L'octroi et le retrait de ces autorisations sont soumis à l'avis de la commission.

Sans préjudice de l'article 242, un programme périodique des fouilles auxquelles procède l'Administration, peut faire l'objet d'une autorisation unique.

Art. 239. L'autorisation visée à l'article 237 est relative à un site déterminé. Elle indique les fouilleurs autorisés, les conditions auxquelles son octroi est subordonné ainsi que sa durée. Celle-ci peut être prorogée.

L'octroi de l'autorisation est subordonné à :

- 1° l'intérêt que présentent les fouilles ou les sondages archéologiques;
- 2° la compétence, les moyens humains et techniques dont disposent les demandeurs;
- 3° la preuve d'un accord avec le propriétaire du site;
- 4° un accord entre la Région, le propriétaire du site, l'inventeur et les fouilleurs relatif à la dévolution des biens archéologiques et au dépôt de ceux-ci;
- 5° l'obligation d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé;
- 6° l'engagement de rassembler les biens archéologiques dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs.

Les modalités d'agrégation des dépôts visés à l'alinéa 2, 6°, sont fixées par le Gouvernement.

Art. 240. L'autorisation visée à l'article 237 peut être suspendue ou retirée :

- 1° si les conditions visées à l'article 239 ne sont pas observées;
- 2° s'il apparaît, en raison de l'importance des découvertes, que la compétence, les moyens humains ou l'infrastructure matérielle dont dispose le titulaire de l'autorisation sont manifestement insuffisants.

Art. 241. Les procédures d'octroi, de retrait et de suspension de l'autorisation visée à l'article 236 sont déterminées par le Gouvernement.

Art. 242. Le Gouvernement peut décider d'effectuer en tout temps, d'initiative et sans autorisation préalable, des fouilles de sauvetage, des fouilles de prévention et des sondages archéologiques.

La commission est avisée de chaque fouille de sauvetage, des fouilles de prévention et des sondages archéologiques effectués.



Art. 243. Sur avis de la commission, une fouille peut être reconnue de statut régional par le Gouvernement.

Toute fouille programmée réalisée sur un site archéologique inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel est d'office reconnue de statut régional.

Par fouilles programmées, on entend les travaux planifiés à long terme nécessaires à l'étude d'un thème scientifique précis ou d'un site archéologique dans son intégralité.

Pour une fouille de statut régional, l'autorisation visée à l'article 237 ne peut être accordée qu'à l'Administration, à une université, à un établissement scientifique, ou, dans le cadre d'une action de recherche concertée, à une association de plusieurs des institutions précitées ou d'une ou plusieurs d'entre elles avec une ou plusieurs associations privées.

Art. 244. L'usage des détecteurs électroniques ou magnétiques en vue de procéder à des sondages archéologiques et à des fouilles est interdit.

L'Administration et les titulaires d'une autorisation octroyée conformément à l'article 237 sont seuls autorisés à utiliser des détecteurs électroniques ou magnétiques dans l'espace visé par l'autorisation.

Sur les sites archéologiques, seuls les titulaires visés à l'alinéa 2 pourront être en possession de détecteurs électroniques ou magnétiques.

La publicité concernant les détecteurs électroniques ou magnétiques ne peut faire allusion ni aux sites, ni aux découvertes archéologiques, ni aux trésors.

#### CHAPITRE IV. — *Des sondages archéologiques et des fouilles d'utilité publique*

Art. 245. En cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme ou de lotir, le Gouvernement peut, après avis de la commission, décider qu'il est d'utilité publique :

1° soit de suspendre, pour un délai n'excédant pas soixante jours, l'exécution du permis d'urbanisme ou de lotir, en ce compris les permis visés à l'article 130, en vue de faire procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles de sauvetage;

2° soit de retirer le permis d'urbanisme ou de lotir, en ce compris les permis visés à l'article 130, de faire procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles de sauvetage et de déterminer les conditions nécessaires à la préservation du site et des biens découverts ainsi que celles auxquelles pourrait être octroyé un permis ultérieur.

Art. 246. Le Gouvernement peut déclarer qu'il est d'utilité publique d'occuper un site pour procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles. Sauf en cas d'urgence, l'avis de la commission est requis.

L'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine, pour chaque site, les conditions dans lesquelles lesdites opérations peuvent être effectuées.

Il désigne les personnes autorisées à procéder aux sondages archéologiques et aux fouilles, délimite le terrain ou l'espace dont l'occupation est nécessaire, en ce compris ses accès à partir de la voirie la plus proche, et indique la date de début des opérations et la durée de celles-ci.

L'arrêté est notifié, par envoi recommandé à la poste, au propriétaire du site et à la commission.

Dans les dix jours de la réception de la notification, le propriétaire en donne connaissance au locataire ou à l'occupant du bien immobilier, par lettre recommandée à la poste. La notification adressée au propriétaire mentionne cette obligation.

Les sondages archéologiques ou les fouilles visés par l'arrêté peuvent être entrepris par les personnes autorisées, dans les quinze jours suivant la notification de l'arrêté au propriétaire concerné.

Art. 247. Sur avis de la commission, le Gouvernement peut poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique de sites archéologiques, en vue de la mise au jour, de l'étude ou de la mise en valeur éventuelle de biens archéologiques.

Art. 248. A l'expiration du délai d'occupation visé à l'article 246, le site archéologique doit être remis dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux visés au même article, à moins qu'une procédure de classement du site ou d'expropriation du site pour cause d'utilité publique ne soit entamée.

#### CHAPITRE V. — *Des découvertes fortuites*

Art. 249. Celui qui, autrement qu'à l'occasion de fouilles, découvre un bien dont il sait ou doit savoir qu'il s'agit d'un bien archéologique est tenu d'en faire la déclaration dans les trois jours ouvrables auprès de l'Administration ou de la commune où le bien est situé, laquelle prévient sans délai l'Administration. L'Administration en avertit le propriétaire et l'occupant si ceux-ci ne sont pas les inventeurs ainsi que la commune où le bien est situé.

Les biens archéologiques découverts et leurs sites doivent, jusqu'au quinzième jour ouvrable de la déclaration, être maintenus en l'état, préservés des dégâts et destructions et rendus accessibles par le propriétaire, l'occupant et l'inventeur, pour examen de l'Administration.

Le délai de quinze jours visé à l'alinéa 2 peut être écourté ou prolongé, après examen, par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent article et les prescriptions générales de protection applicables aux biens archéologiques faisant l'objet de découvertes fortuites.

#### CHAPITRE VI. — *Des subventions*

Art. 250. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, le Gouvernement peut accorder des subventions pour :

1° l'exécution de prospections, de sondages archéologiques et de fouilles archéologiques;

2° la réalisation ou la diffusion de publications relatives aux prospections, aux sondages archéologiques, aux fouilles et aux découvertes archéologiques;

3° la protection, la réparation et la mise en valeur des sites et des biens archéologiques;

4° l'organisation de colloques ou de manifestations scientifiques ou de vulgarisation relatifs aux fouilles et aux découvertes archéologiques.

Art. 251. Le Gouvernement fixe les conditions d'octroi des subventions.

Il peut être tenu compte de l'intérêt et de la durée des travaux, des moyens humains et de l'infrastructure technique à mettre en œuvre, des modalités d'enregistrement et de dévolution des biens découverts.

L'octroi de subventions peut également être subordonné à l'obligation d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé.

CHAPITRE VII. — *Des indemnités*

Art. 252. Si le réclamant en fournit la preuve, une indemnité est octroyée en réparation des dommages matériels résultant :

- 1° de sondages archéologiques ou de fouilles effectués en application de l'article 235 et dont la durée excéderait trente jours, non comptés les jours d'intempéries;
- 2° de la suspension de l'exécution d'un permis ou de son retrait, visés à l'article 245;
- 3° de l'occupation du site visé à l'article 246;
- 4° de la prolongation du délai de quinze jours visé à l'article 249 pour autant que le délai total dépasse trente jours, non comptés les jours d'intempéries.

Le Gouvernement fixe et octroie l'indemnité. En cas de contestation, le juge fixe l'indemnité.

Aucune indemnité n'est due lorsque le propriétaire et l'entrepreneur des travaux au cours desquels la découverte fortuite a eu lieu ne se sont pas acquittés de leur obligation de déclaration visée à l'article 249. »

**Art. 7.** Les procédures de classement en cours au moment de l'entrée en vigueur des dispositions du présent Livre sont valables pour la partie déjà réalisée. Elles sont poursuivies conformément aux dispositions du présent Livre.

Les sondages archéologiques et les fouilles en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent Livre sont réputés autorisés pour une durée maximum de six mois à partir de cette date.

Après ce délai, ils sont poursuivis conformément aux dispositions du présent Livre.

**Art. 8.** Le Gouvernement est habilité à modifier la numérotation des articles du Code.

**Art. 9.** Les mots « Institut du patrimoine wallon (I.P.W.) » sont ajoutés à la liste des organes énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 10.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

—  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents du Conseil.* — 488 (1998-1999) - n<sup>os</sup> 1 à 11.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 31 mars 1999. — Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1442

[C - 99/27393]

**1. APRIL 1999 — Dekret über die Erhaltung und den Schutz des Erbes (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Die Artikel 2 bis 5 des vorliegenden Dekrets finden Anwendung nur auf das französische Sprachgebiet.

Artikel 6 findet Anwendung auf das ganze Gebiet der Wallonischen Region.

**Art. 2** - In Artikel 84 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, 14° wird der Wortlaut «Erhaltungsarbeiten im Sinne von Artikel 185, 7°» durch den Wortlaut «Restaurierungsarbeiten im Sinne von Artikel 187, 11°» ersetzt;

2° in Paragraph 1, 14° wird der Wortlaut «Artikel 189» durch «Artikel 193» und der Wortlaut «Artikel 192» durch «Artikel 196» ersetzt;

3° in Paragraph 2, Absatz 3 wird der Wortlaut « in einer in Artikel 205 erwähnten Schutzzone bzw. in einer im in Artikel 215 erwähnten Atlas aufgeführten Stätte» durch den Wortlaut «in einem in Artikel 209 erwähnten Schutzgebiet bzw. in einer Stätte, die in dem in Artikel 233 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist,» ersetzt;

4° in Paragraph 2, Absatz 3 wird der Wortlaut «Artikel 185, 11°» durch den Wortlaut «Artikel 187, 13°» ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 109 desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut «laut Artikel 205 oder an einem in Artikel 215 erwähnten Atlas vermerkten Ort» durch den Wortlaut «laut Artikel 209 oder in einer Stätte, die in dem in Artikel 233 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist,» ersetzt.

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut «Artikel 185, 3°» durch den Wortlaut «Artikel 187, 3°» ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 150, Absatz 2, e., desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut «Artikel 189» wird durch den Wortlaut «Artikel 196» und der Wortlaut «Artikel 205» wird durch «Artikel 209» ersetzt;

2° der Wortlaut «sich an einem im Atlas laut Artikel 215 genannten Ort befindet» wird durch den Wortlaut «sich in einer Stätte befindet, die in dem in Artikel 233 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist» ersetzt.

**Art. 5** - Buch III, Titel I, II und IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

### «BUCH III. — Bestimmungen Über Das Erbe

#### Titel I. — Allgemeines

##### KAPITEL I. — *Eingliederung des Erbes in den Lebensrahmen der heutigen Gesellschaft*

Art. 185 - Das vorliegende Buch hat zum Zweck, die integrierte Erhaltung des Erbes zu sichern.

Unter Erbe versteht man die Gesamtheit der unbeweglichen Güter, deren Schutz von ihrem historischen, archäologischen, wissenschaftlichen, künstlerischen, sozialen oder technischen Interesse her gerechtfertigt ist:

a. als Denkmal: jedes getrennt betrachtete architektonische oder bildhauerische Werk, einschließlich der Anlagen und der dekorativen Elemente, die ein integrierender Bestandteil dieses Werkes sind,

b. als architektonisches Gefüge: jede Gruppe von städtischen oder ländlichen Bauten, einschließlich der Elemente, die sie miteinander verbinden, die genügend kohärent und bemerkenswert ist, um aufgrund ihrer Homogenität oder ihrer Eingliederung in die Landschaft topographisch abgegrenzt zu werden,

c. als Landschaft: jedes Werk der Natur oder jedes durch die Natur und den Menschen geschaffene Werk, das einen Raum bildet, der charakteristisch und homogen genug ist, um topographisch abgegrenzt zu werden,

d. als archäologische Stätte: jedes Gelände, jede geologische Formation, jedes Denkmal, architektonische Gefüge oder jede Landschaft, das bzw. die archäologische Güter geborgen hat, birgt bzw. von dem oder der man annimmt, daß sie solche Güter birgt.

Unter integrierter Erhaltung versteht man die Gesamtheit der Maßnahmen, die getroffen werden, damit dieses Erbe weiterbesteht, in einer entsprechenden bebauten oder natürlichen Umgebung aufrechterhalten wird, eine Verwendung findet und den Anforderungen der Gesellschaft angepaßt wird.

Art. 186 - Im Hinblick auf die integrierte Erhaltung ihres Erbes nehmen der Staat, die Regionen, die Gemeinschaften, die «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft), die von letzterer zugelassenen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die Provinzen, die Gemeinden, die Interkommunalen, die Kirchenfabriken und die öffentlichen Sozialhilfzentren vor jedem Beschluß zum Bau eines neuen Gebäudes eine Untersuchung vor, um zu beweisen, daß es unmöglich ist, das bzw. die zum Erbe gehörenden Güter, die sie besitzen, für die Tätigkeit, zwecks deren die Städtebaugenehmigung beantragt wird, zu bestimmen, wenn diese Güter unter Landschafts- bzw. Denkmalschutz stehen, in eine Schutzliste eintragen sind, nach Notifizierung des Beschlusses der Regierung zum Beginn des Unterschutzstellungsverfahrens demnächst unter Landschafts- bzw. Denkmalschutz stehen werden, oder wenn sie im in Artikel 192 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführt sind.

##### KAPITEL II. — *Definitionen*

Art. 187 - Für die Anwendung dieses Buches gelten die folgenden Definitionen:

1° Regierung: die Wallonische Regierung;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Kommission: die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region

4° Eigentümer: die privat- oder öffentlich-rechtlichen natürlichen oder juristischen Personen, die ein Eigentums-, Nießbrauchs-, Erbpacht-, Bau-, Wohnungs- oder Nutzungsrecht an einem Gut innehaben, das zum Erbe gehört,

5° Institut: das «Institut du Patrimoine wallon» (Institut für das wallonische Erbe);

6° Schutzliste: die Liste der Immobiliengüter, die mit einer Zerstörung oder einer vorläufigen oder endgültigen Veränderung ihres Aussehens bedroht sind, und in Erwartung einer eventuellen endgültigen Schutzmaßnahme für einen bestimmten Zeitraum kurzfristig geschützt werden;

7° Schutzgebiet: das Gebiet, das um ein in der Schutzliste eingetragenes oder unter Denkmal- bzw. Landschaftschutz gestelltes unbewegliches Gut herum errichtet worden ist und durch einen Umkreis begrenzt ist, der aufgrund der Erfordernisse bezüglich der integrierten Erhaltung dieses Gutes festgelegt wird;

8° Schutz: die Gesamtheit der Maßnahmen zur Identifizierung mittels Verzeichnissen, zur wissenschaftlichen Untersuchung, zur Erhaltung oder Unterschutzstellung der unbeweglichen Erbgüter, einschließlich der eventuellen Bestimmung eines Schutzgebiets;

9° Vorbeugung: die Gesamtheit der Sanitärstudien, der Vorstudien und der Instandhaltungsmaßnahmen;

10° Instandhaltung: die Gesamtheit der Wartungsmaßnahmen zur Vorbeugung oder Pflege. Diese Maßnahmen sind entweder endgültig, aber dürfen das Aussehen, die Innengestaltung des Gutes, seine Materialien, die Eigenschaften, aufgrund deren die Schutzmaßnahmen getroffen worden sind, nicht verändern, oder aber vorläufig; sie betreffen die Güter, die unter Landschafts- bzw. Denkmalschutz stehen, in einer Schutzliste eintragen sind, oder nach Notifizierung des Beschlusses der Regierung zum Beginn des Unterschutzstellungsverfahrens demnächst unter Denkmalschutz stehen werden. Die Höchstbeträge dieser Maßnahmen werden von der Regierung festgelegt;

11° Restaurierung: die Gesamtheit der Sanierungs-, Reparatur-, Aufwertungs- oder Wartungsarbeiten, die nicht unter 9° erwähnt sind;

12° Außergewöhnliches Erbgut: die Denkmäler, die architektonischen Gefüge, Stätten und archäologischen Stätten, die von wichtigstem Interesse sind, den Gegenstand einer Schutzmaßnahme bilden und deren Liste durch Erlaß der Regierung nach Gutachten der Kommission bestimmt wird;

13° Kleines Volkserbgut: die kleinen gebauten Elemente, die alleinstehend oder ein integrierender Bestandteil eines Komplexes sind, den Lebensrahmen verschönern, bei der lokalen Bevölkerung als Bezug dienen oder zum Gefühl der Zugehörigkeit beitragen, und Gegenstand oder nicht einer Schutzmaßnahme sind.

#### KAPITEL III. — Aufgaben, Struktur und Arbeitsweise der Kommission

Art. 188 - Die Kommission wird damit beauftragt:

- 1° Vorschläge zu machen und die laut dem vorliegenden Gesetzbuch erforderlichen Gutachten abzugeben;
- 2° wenn die Regierung es für nützlich hält, ein Gutachten abzugeben über die Genehmigung, an jedem Immobiliengut, das ein historisches, archäologisches, wissenschaftliches, künstliches, soziales, technisches oder landschaftliches Interesse aufweist, Handlungen und Arbeiten vorzunehmen;
- 3° wenn die Kommission es für nützlich hält, die Verwaltung bei der Ausführung der Arbeiten zu beraten;
- 4° an die Regierung allgemeine Empfehlungen in Sachen Erbgutpolitik zu richten, insbesondere bezüglich der Sensibilisierung der Öffentlichkeit für den Schutz des Erbguts.

Art. 189 - Die Kommission besteht aus einer Regionalkammer und aus fünf Provinzialkammern.

Art. 190 - Die Regierung bestimmt die Zusammensetzung und die Modalitäten der Arbeitsweise der Kommission sowie ihre Struktur und Aufgaben.

Art. 191 - Die Regierung legt die Fristen für die Abgabe der Gutachten der Kommission fest.

Wenn die Kommission innerhalb der im vorangehenden Absatz festgelegten Frist nicht Stellung genommen hat, läßt die Regierung diese Formalität außer acht.

### TITEL II. — Schutz, Vorbeugung und Restaurierung

#### KAPITEL I. — Schutzmaßnahmen

##### Abschnitt 1. — Verzeichnis

Art. 192 - Die Regierung erstellt, führt und veröffentlicht ein Verzeichnis der wallonischen Erbgüter.

##### Abschnitt 2. — Schutzliste

Art. 193 - § 1. Die Regierung kann die in Artikel 185, Absatz 2 bestimmten Güter in eine Schutzliste eintragen, und zwar:

- 1° entweder aus eigener Initiative;
- 2° oder auf Vorschlag der Kommission;
- 3° oder auf Antrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
- 4° oder auf Antrag von 300 Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als 5.000 Einwohnern geht, von 600 Personen für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von 5.000 bis 30.000 Einwohnern, oder von 1.000 Personen für eine Gemeinde mit mehr als 30.000 Einwohnern;
- 5° oder auf Antrag des Eigentümers.

Außer bei einer hinreichend begründeten Dringlichkeit nimmt die Regierung diese Eintragung erst vor, nachdem sie das Gutachten der Kommission eingeholt hat.

§ 2. Die Eintragung der unbeweglichen Güter in die Schutzliste gilt für einen nicht erneuerbaren Zeitraum von zwölf Monaten, der ab dem Tag dieser Eintragung läuft.

Art. 194 - Liegt ein unbewegliches Gut im Bereich eines von der Regierung in Anwendung von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur bestimmten Sonderplans zur Verwaltung eines domanialen Naturschutzgebietes, muß der Erlaß, durch den dieses Gut in die Schutzliste eingetragen wird, diesen Plan berücksichtigen.

Art. 195 - Der Erlaß, durch den ein unbewegliches Gut in die Schutzliste eingetragen wird, wird durch Vermerk im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Der Erlaß wird folgenden Behörden bzw. Personen zugestellt:

- 1° dem ständigen Ausschuß der Provinz, in der das Gut gelegen ist;
- 2° dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
- 3° der Kommission;
- 4° dem Eigentümer;
- 5° den betreffenden Ministern.

Der Erlaß, durch den das Gut in die Schutzliste eingetragen wird, ist für sie verbindlich, sobald er zugestellt worden ist oder im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht worden ist, wenn diese Veröffentlichung davor erfolgt.

##### Abschnitt 3. — Unterschutzstellung

Art. 196 - Die Regierung kann die in Artikel 185, Absatz 2 erwähnten Immobiliengüter unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stellen.

Auf Gutachten der Kommission stellt die Regierung alle drei Jahre eine Liste der außergewöhnlichen Erbgüter auf. Auf Gutachten der Kommission kann die Regierung den außergewöhnlichen Charakter bestimmter unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Elemente auf punktuelle Weise anerkennen.

Art. 197 - Die Regierung leitet ein Verfahren zur Unterschutzstellung ein:

- 1° entweder aus eigener Initiative;
- 2° oder auf Vorschlag der Kommission;
- 3° oder auf Antrag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist;
- 4° oder auf Antrag von 300 Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als 5.000 Einwohnern geht, von 600 Personen für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von 5.000 bis 30.000 Einwohnern oder von 1.000 Personen für eine Gemeinde mit mehr als 30.000 Einwohnern;
- 5° oder auf Antrag des Eigentümers.

Art. 198 - § 1. Die Regierung stellt nachstehenden Behörden bzw. Personen gleichzeitig ihren Beschluß zur Einleitung des Unterschutzstellungsverfahrens per Einschreiben zu und legt ihnen die Unterschutzstellungsentwürfe zur Begutachtung vor:

- 1° dem ständigen Ausschuß der Provinz, in der das Gut gelegen ist,
- 2° dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist,
- 3° der Kommission,
- 4° den betreffenden Ministern, welche über eine Frist von sechzig Tagen verfügen, um ihr Gutachten zu übermitteln; nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgeführt.

§ 2. Am gleichen Tag wie dem der in Paragraph 1 erwähnten Zustellungsschreiben notifiziert die Regierung dem Eigentümer ihren Beschluß zur Einleitung des Unterschutzstellungsverfahrens per Einschreiben. In dem Notifizierungsschreiben wird die in Artikel 230, § 3, 4° vorgesehene Bestimmung angeführt. Der Eigentümer ist verpflichtet, den Mieter bzw. den Benutzer des betreffenden unbeweglichen Gutes sowie jede Person, die er beauftragt haben könnte, Arbeiten an dem betreffenden Gut auszuführen bzw. der er erlaubt haben könnte, sie auszuführen, innerhalb fünfzehn Werktagen darüber zu informieren. In dem Notifizierungsschreiben an den Eigentümer wird diese Verpflichtung erwähnt.

Art. 199 - § 1. Innerhalb fünfzehn Tagen nach Empfang des in Artikel 198, § 1 erwähnten Zustellungsschreibens nimmt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine öffentliche Untersuchung mit einer Dauer von fünfzehn Tagen vor.

Die Akten liegen im Gemeindehaus an Werktagen und mindestens an einem Tag bis 20 Uhr oder samstags morgen zur Einsichtnahme offen.

Diese öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschläge am Gemeindehaus und an den vom Unterschutzstellungsprojekt betroffenen Stellen wie auch durch eine Bekanntmachung in drei in der Region verteilten Tageszeitungen angekündigt. Wenn es ein kommunales Mitteilungsblatt gibt, das an die Bevölkerung verteilt wird, wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht.

Wenn es kein kommunales Mitteilungsblatt gibt, wird die Bekanntmachung in einer Werbezeitung veröffentlicht, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt wird.

Die Bekanntmachungen geben den Zweck der Untersuchung an und teilen mit, daß die Akte gemäß den im vorliegenden Paragraphen erwähnten Prinzipien im Gemeindehaus eingesehen werden kann. Die ausgehängten Bekanntmachungen müssen während der gesamten Dauer der Untersuchung in einem solchen Zustand erhalten bleiben, daß sie einwandfrei gesehen und gelesen werden können.

§ 2. Binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Paragraph 1 Absatz 1 vorgesehenen Frist hält das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder ein von ihm zu diesem Zweck beauftragtes Mitglied dieses Kollegiums eine öffentliche Sitzung ab, bei der die Interessenten angehört werden.

Am Ende dieser Sitzung wird ein Protokoll aufgestellt, das die öffentliche Untersuchung abschließt.

§ 3. Nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung und binnen einer Frist von höchstens dreißig Tagen gibt der Gemeinderat ein mit Gründen versehenes Gutachten über den Antrag auf Unterschutzstellung ab; nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgeführt.

§ 4. Binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Paragraph 3 erwähnten Frist läßt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem ständigen Ausschuß die Akte mit folgenden Unterlagen zukommen:

- 1° den Bemerkungen, die während der öffentlichen Untersuchung gemacht worden sind;
- 2° dem Protokoll zum Abschluß der öffentlichen Untersuchung;
- 3° dem Beschluß des Gemeinderates.

Eine Kopie dieser Unterlagen wird zusammen mit der Kopie der in Paragraph 1, Absatz 4 erwähnten Gutachten gleichzeitig an die Regierung und an die Kommission gerichtet.

§ 5. Die Tatsache, daß die Gemeinde die in vorliegendem Artikel aufgeführten Formalitäten nicht bzw. zu spät erledigt, führt nicht zur Ungültigkeit des Verfahrens und darf nicht die Verlängerung der in Artikel 200 erwähnten Frist zur Folge haben.

§ 6. Die Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August unterbrochen, ab dem Tag, an dem die Gemeinde das Zustellungsschreiben zur Einleitung des Unterschutzstellungsverfahrens erhält, bis zum Tag, an dem die Akte dem Ständigen Ausschuß weitergeleitet wird.

Art. 200 - Innerhalb dreißig Tagen nach Empfang der von der Gemeinde übermittelten Akte oder, notfalls, innerhalb hundertfünfzig Tagen nach Empfang der in Artikel 198, § 1 erwähnten Zustellung gibt der ständige Ausschuß ein mit Gründen versehenes Gutachten über den Antrag auf Unterschutzstellung ab; nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgeführt.

Art. 201 - Der ständige Ausschuß leitet die vollständige Akte an die Kommission weiter, und diese läßt der Regierung innerhalb sechzig Tagen nach Eingang der Akte oder, notfalls, binnen sechzig Tagen nach Ablauf der in Artikel 200 erwähnten Frist von hundertfünfzig Tagen ihre mit Gründen versehenen Vorschläge zukommen. Eine Abschrift des Beschlusses des ständigen Ausschusses wird innerhalb derselben Frist der Regierung zugestellt.

Art. 202 - § 1. Jeder Eigentümer eines unbeweglichen Gutes, dessen Unterschutzstellung vorgeschlagen wird, kann sich innerhalb fünfundsiebzig Tagen nach Abschluß der in Artikel 199 erwähnten öffentlichen Untersuchung direkt per Einschreiben an die Regierung wenden, um seine Bemerkungen zu dem Unterschutzstellungsvorschlag mitzuteilen, sofern seinem Schreiben eine Erklärung der Gemeindeverwaltung des Ortes, wo er seinen Wohnsitz hat, beigefügt ist, in der bestätigt wird, daß er während der öffentlichen Untersuchung von seinem Wohnsitz abwesend war.

§ 2. Das in Paragraph 1 vorgesehene Verfahren kann vom Eigentümer des Gutes oder von jedem anderen Interessenten angewandt werden, wenn die Gemeinde keine öffentliche Untersuchung vorgenommen hat.

Art. 203 - Liegt ein unbewegliches Gut im Bereich eines von der Regierung in Anwendung von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur bestimmten Sonderplans zur Verwaltung eines domanialen Naturschutzgebietes muß der Unterschutzstellungserlaß diesen Plan berücksichtigen.

Wenn der Unterschutzstellungserlaß Änderungen eines in Absatz 1 gemeinten Sonderverwaltungsplans beinhaltet, beschließt die Regierung, ob sie die Revision dieses Plans einleitet.

Art. 204 - Der Unterschutzstellungserlaß wird durch einen Vermerk im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht. Er wird den Behörden und den in Artikel 198 erwähnten Personen per Einschreiben mitgeteilt und zwecks Eintrag an das Hypothekenamt weitergeleitet.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach Empfang der Mitteilung informiert der Eigentümer den Mieter bzw. den Benutzer des betreffenden unbeweglichen Gutes per Einschreiben darüber, andernfalls muß er als Gesamtschuldner für die aufgrund von Artikel 155 durch das Gericht angeordnete Versetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand haften. Die Mitteilung an den Eigentümer erwähnt diese Verpflichtung.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach Empfang der Mitteilung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Benutzer über den Unterschutzstellungserlaß und gibt den Erlaß mindestens dreißig Tage lang durch Anschläge im Gemeindehaus und an den betreffenden Stellen bekannt.

Der Unterschutzstellungserlaß gilt für die Behörden und die in Artikel 198 erwähnten Personen, sobald er mitgeteilt worden ist oder sobald er im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht worden ist, wenn diese davor erfolgt.

#### *Abschnitt 4. — Widerruf der Schutzmaßnahmen*

Art. 205 - Um ein unbewegliches Gut von der Schutzliste zu streichen oder um die Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes zu widerrufen, befolgt die Regierung die Verfahren, die in den Artikeln 193 bis 195 bzw. in den Artikeln 197 bis 204 vorgesehen sind.

#### *Abschnitt 5. — Wirkungen der Schutzmaßnahmen*

Art. 206 - § 1. Der Eigentümer eines unbeweglichen Gutes, das in der Schutzliste eingetragen ist oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, darf es nur gemäß den Bestimmungen der Artikel 84 und folgenden endgültig verändern oder verändern lassen.

Jeder vollständige Abbruch eines in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes ist verboten, außer in dem in § 3 erwähnten Fall.

Die Arbeiten zum teilweisen Abbruch eines in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes können zugelassen werden, ohne daß die Unterschutzstellung widerrufen wird, wenn diese Arbeiten die Merkmale des Gutes nicht in ihrer Substanz verändern und soweit sie als Folge eines von der Regierung genehmigten Projekts zur Wiederverwendung, Verstärkung, Restaurierung oder Erschließung stattfinden.

§ 2. Die Verlegung der Gesamtheit oder eines Teils eines in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes ist verboten, außer wenn die materielle Erhaltung dieses Gutes es unbedingt benötigt. In diesem Fall werden die notwendigen Sicherheiten zu seinem Abbau, seiner Verlegung und seinen Wiederaufbau an einer bestimmten Stelle für jeden Einzelfall von der Regierung festgelegt.

§ 3. In Abweichung von den Artikeln 133 und 135 § 2 Absatz 2 Nr. 1 des Gemeindegesetzes darf der Bürgermeister nicht den teilweisen oder vollständigen Abbruch eines baufälligen unbeweglichen Gutes anordnen, das in der Schutzliste eingetragen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, ohne der Regierung seinen Beschluß mitzuteilen. Dieser Beschluß wird innerhalb zehn Tagen nach Eingang der Mitteilung vollstreckbar, sofern die Regierung ihn nicht per Einschreiben suspendiert hat.

§ 4. Die Wirkungen der Eintragung in die Schutzliste oder der Unterschutzstellung haften dem unbeweglichen Gut an, in gleich welche Hände es auch immer übergehen möge. Die Dienstbarkeiten, die auf Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches oder auf andere Gesetze, Dekrete bzw. Ordnungen in bezug auf die Aufsicht im Bereich des Straßen- und Bauwesens zurückzuführen sind, gelten nicht für die in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Güter, wenn sie ihre Beschädigung oder die Veränderung ihres Aussehens zur Folge haben können.

§ 5. Bei einer Übertragung eines in der Schutzliste eingetragenen oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes muß der Notar, der die Urkunde ausstellt, die eventuellen Informationen über die Eintragung in die Schutzliste oder die Unterschutzstellung bei den Gemeindeverwaltungen einholen und sie in die notarielle Urkunde eintragen.

Bei der öffentlichen Bekanntmachung anlässlich jeglicher Umschreibung muß der Notar, der die Urkunde ausstellt, ebenfalls die Eintragung des Gutes in die Schutzliste oder dessen Unterschutzstellung erwähnen.

Der Notar ist dazu verpflichtet, innerhalb dreißig Tagen die Regierung über den Wechsel des Eigentümers eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Gutes zu informieren.

§ 6. Wenn ein unbewegliches Gut in der Schutzliste eingetragen ist oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, müssen die Gemeindeverwaltungen entweder auf Antrag jedes Interessenten oder, wenn sie eine Städtebaubescheinigung in Anwendung von Artikel 150, 5<sup>o</sup> ausstellen, von Amts wegen sämtliche in ihrem Besitz befindlichen Auskünfte über dieses Gut erteilen.

Art. 207 - Der Erlaß, durch den ein unbewegliches Gut in die Schutzliste eingetragen wird, oder der Erlaß, durch den ein unbewegliches Gut unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt wird, kann besondere Schutz- und Verwaltungsbedingungen bestimmen, denen das betreffende Gut unterworfen wird. Diese Bedingungen können Einschränkungen des Eigentumsrechtes, einschließlich des vollen oder bedingten Bau-, Erschließungs- oder Einfriedungsverbots, beinhalten.

Der Erlaß, der eine Landschaft betrifft, darf nicht die Freiheit deren landwirtschaftlichen Betriebsinhabers in bezug auf Pflanzungen und Kulturen einschränken; dies gilt jedoch nicht für Hecken, Wäldchen, Alleen, Wälder, Feuchtgebiete, Gebiete, die wegen ihrer interessanten Pflanzen- oder Tierwelt geschützt sind, sowie für Böden, die archäologische Stätten bergen.

Art. 208 - Alle Wirkungen der Unterschutzstellung finden während eines Zeitraums von einem Jahr ab dem Tag der in Artikel 198 erwähnten Mitteilungen vorläufig Anwendung auf die unbeweglichen Güter, für die ein Unterschutzstellungsverfahren eingeleitet worden ist.

#### *Abschnitt 6. — Schutzgebiete*

Art. 209 - Der Erlaß, durch den ein unbewegliches Gut in die Schutzliste eingetragen wird, oder der Erlaß, durch den ein unbewegliches Gut unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt wird, kann um das betreffende Gut ein Schutzgebiet errichten, dessen Grenzen er bestimmt.

Aufgrund des Gutachtens der Kommission und durch einen mit Gründen versehenen Erlaß kann die Regierung ein Schutzgebiet um ein in der Schutzliste eingetragenes oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehendes unbewegliches Gut errichten.

#### *Abschnitt 7. — Zeichen und Schilder*

Art. 210 - Die Regierung bestimmt die graphische Darstellung, die Größe und den Standort der Zeichen und Schilder, die auf den unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gütern oder in ihrer unmittelbaren Umgebung angebracht werden, um die Aufmerksamkeit auf die für sie geltende Schutzmaßnahme zu lenken.

KAPITEL II. — *Vorbeugungs- und Restaurierungsmaßnahmen**Abschnitt 1. — Allgemeinbestimmungen*

Art. 211 - Der Eigentümer eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes muß es in gutem Zustand erhalten.

Man geht davon aus, daß der Eigentümer der Pflicht, sein Gut in gutem Zustand zu erhalten, nicht nachgekommen ist, wenn er nach Empfang einer Mahnung versäumt hat, gemäß den Anweisungen des in Artikel 212, § 1 erwähnten Merkblatts über den Erhaltungszustand die Studien bzw. Arbeiten innerhalb der folgenden Frist zu beginnen:

1° entweder innerhalb fünf Jahren, nachdem die Regierung die in Artikel 212, § 1, Absatz 3 erwähnte Bezuschussungszusage zugestellt hat;

2° oder innerhalb neunzig Tagen nach der Zustellung eines Bezuschussungserlasses im Rahmen der in Artikel 214, § 1 erwähnten Instandhaltung der Erbgüter;

3° oder innerhalb zwei Jahren nach der Erteilung einer Städtebaugenehmigung bezüglich des Gutes;

4° oder innerhalb des Jahres der Zustellung eines Bezuschussungserlasses für diese Studien und Arbeiten, wenn diese Zustellung nach der Erteilung der Genehmigung erfolgt.

Unbeschadet Artikel 154 bestimmt die Regierung die Modalitäten zur Senkung der Sätze der für die Durchführung von Arbeiten an dem Gut gewährten Zuschüsse, wenn der Eigentümer seinen Pflichten nicht nachgekommen ist.

*Abschnitt 2. — Vorbeugung**Unterabschnitt 1. — Merkblatt über den Erhaltungszustand*

Art. 212 - § 1. Die Eigentümer von unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellten Gütern sind dazu verpflichtet, alle fünf Jahre ein Merkblatt über den Erhaltungszustand zu übermitteln. Dieses ergibt sich aus einer Untersuchung, die den physischen Zustand des unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Gutes beschreibt und führt für die nächsten fünf Jahre einen Plan der Studien und der Vorbeugungs- bzw. Restaurierungsarbeiten an, die für die integrierte Erhaltung des Gutes notwendig sind. Dieses Merkblatt unterliegt der Genehmigung der Regierung oder deren Beauftragten und wird der Gemeinde, in der das Gut gelegen ist, zur Kenntnisnahme übermittelt, wenn es zur Benutzung durch die Öffentlichkeit bestimmt ist.

Das Merkblatt über den Erhaltungszustand enthält insbesondere die technischen Anmerkungen in bezug auf den allgemeinen physischen Zustand des Denkmals, den Erhaltungszustand der Landschaft, des architektonischen Gefüges oder der archäologischen Stätte, die Notwendigkeit, zusätzliche Vorstudien vorzunehmen, den Dringlichkeitsgrad der auszuführenden Arbeiten, sowie deren Veranschlagung.

Bei der Genehmigung des Gesundheitszustandsscheins vermerkt die Regierung ggf. die Studien oder Arbeiten, die sie für vorrangig hält, und für welche sie Zuschüsse gewähren wird.

Bei einer Ablehnung der Genehmigung wird der Schein innerhalb fünfzehn Tagen nach Zustellung per Einschreiben dieser Ablehnung von einem in gegenseitigem Einvernehmen bezeichneten Sachverständigen revidiert und der Regierung wieder zur Genehmigung unterbreitet.

§ 2. Wenn der Eigentümer den Gesundheitszustandsschein innerhalb der von der Regierung festgelegten Fristen nicht übermittelt und wenn der Eigentümer nach Empfang einer Mahnung die im Schein vorgesehenen vorrangigen Studien und Arbeiten, für welche eine Bezuschussungszusage von der Regierung gegeben worden ist, nicht vornimmt, kann die Region, die Gemeinde oder die Provinz unbeschadet von Artikel 154 des Gesetzbuches an seine Stelle treten und die zur Erhaltung des Gutes erforderlichen vorsorglichen Maßnahmen ergreifen; je nach Fall erhält die Gemeinde bzw. die Provinz die von der Region gewährten Zuschüsse.

Wenn keine Einigung mit dem Eigentümer zustandekommt, können die in Absatz 1 erwähnten Behörden die aufgewendeten Kosten durch jeglichen Rechtsweg zurückfordern, sofern sie dem Eigentümer zugute gekommen sind.

Wenn das Gut einer privat-rechtlichen Person gehört und es sich nicht um Trockenlegungsarbeiten oder um Instandhaltungsarbeiten handelt, kann die Behörde das Gut enteignen. Außer bei einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den betreffenden Parteien bezieht sich die Enteignung auf das gesamte Gut, selbst wenn es nur zum Teil unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt worden ist, sofern dieser Teil ein wesentliches Element des Gutes darstellt, und auf das Grundstück, das dazu gehört.

§ 3. Die Regierung legt das Muster des Merkblatts über den Erhaltungszustand fest, bestimmt dessen Ausführungsmodalitäten und legt die Bedingungen fest, unter denen die Region sich an der Erstellung dieses Merkblatts beteiligt.

*Unterabschnitt 2. — Vorstudie*

Art. 213 - Die Vorstudie für die Restaurierungsarbeiten an einem denkmalgeschützten Gut besteht darin, auf der Grundlage des Merkblatts über den Erhaltungszustand die wissenschaftlichen und technischen Studien durchzuführen, die zur Ausarbeitung des Projekts bezüglich der Restaurierungsarbeiten notwendig sind.

Für die Ausführung von Restaurierungsarbeiten an einem Gut, das in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter eingetragen ist, ist die Vorstudie Pflicht.

Die Regierung bestimmt den Inhalt und die Bedingungen für die Durchführung der Vorstudie, sowie die Modalitäten für die Beteiligung an den Kosten für deren Durchführung.

*Unterabschnitt 3. — Instandhaltung*

Art. 214 - § 1. Es wird für die Wallonische Region ein Ausschuß für die Instandhaltung der Erbgüter gegründet, dessen effektive und stellvertretende Mitglieder von der Regierung bezeichnet werden.

Der Ausschuß setzt sich aus Vertretern der Kommission und der Verwaltung zusammen, einschließlich des Generaldirektors der Verwaltung der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes und des in Artikel 3 erwähnten beauftragten Beamten, oder deren Vertretern.

Der Ausschuß kann die Mitwirkung von Sachverständigen und jeder anderen Person, deren Anwesenheit er für nützlich hält, anfordern.

Er übermittelt der Regierung jährlich einen Bericht über seine Tätigkeiten.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Arbeitsweise des Ausschusses für die Instandhaltung festlegen.

§ 2. Die Region beteiligt sich an den Kosten bezüglich der Instandhaltungsmaßnahmen im Sinne von Artikel 187, 10°, vorausgesetzt, daß der Ausschuß für die Instandhaltung vor der Ausführung der Arbeiten ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Zuschüsse und für die Beteiligung an den Kosten für eine eventuelle vorherige Begutachtung.

#### Abschnitt 3. — Restaurierung

Art. 215 – Sofern die Zweckbestimmung der unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Güter festgelegt ist, beteiligen sich die Region, die Provinz und die Gemeinde, die betroffen sind, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten an den Restaurierungskosten.

Art. 216 – Wenn sich die Region an den Kosten für die Restaurierung eines auf der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter eingeschriebenen Gutes beteiligt, kann sie mit dem Bauherrn ein Rahmenabkommen abschließen.

Die Regierung legt den Inhalt und die Modalitäten der Durchführung der Rahmenabkommen fest. Diese:

1° legen die Dauer und den Zeitplan für die Ausführung der Restaurierungsarbeiten, die nach ihrer Größe über mehrere Jahre verteilt werden, fest;

2° bestimmen die gesamte und jährliche Beteiligung jeder Partei an den Kosten betreffend diese Maßnahmen;

#### Abschnitt 4. — «Institut du Patrimoine wallon»

##### Unterabschnitt 1. — Gründung

Art. 217 – Es wird unter der Bezeichnung «Institut du Patrimoine wallon (I.P.W.)» (Institut für das wallonische Erbe) eine Einrichtung öffentlichen Interesses mit Rechtspersönlichkeit gegründet. Das Institut hat seinen Sitz in Namur und ein Fortbildungszentrum für die Handwerksberufe in der Denkmalpflege in der ehemaligen Abtei «Paix-Dieu» in Amay.

Das Institut gehört zu den Einrichtungen der Kategorie A, die im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen aufgeführt sind.

##### Unterabschnitt 2. — Gegenstand und Aufgaben

Art. 218 – Das «Institut du Patrimoine wallon» hat zum Gegenstand, einerseits die unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Güter im Hinblick auf deren Sanierung zu verwalten, und andererseits die Erhaltung des Know-hows zu gewährleisten und die Fortbildung in den Handwerksberufen der Denkmalpflege zu fördern. Die Aufgabe der Verwaltung der unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Güter betrifft die in einer von der Regierung erlassenen Liste aufgeführten Güter. Diese Liste darf nur Güter umfassen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region, mit Ausnahme des deutschen Sprachgebiets, gelegen sind.

Art. 219 – Die Verwaltung der unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Güter durch das «Institut du Patrimoine wallon» besteht in den folgenden Aufgaben:

1° das Gut durch Ankauf erwerben oder dem Eigentümer bei der Verwaltung dieses Guts beistehen, und ggf. die unmittelbare Erhaltung des Gutes durch dringende Arbeiten und Trockenlegungsarbeiten sichern;

2° den Erhaltungszustand des Gutes ermitteln und ggf. die in Artikel 213 genannte Vorstudie durchführen, sowie die ersten sich daraus ergebenden Erhaltungsarbeiten vornehmen;

3° die Studie betreffend das Wiederverwendungspotential des Gutes durchführen;

4° nach privaten oder öffentlichen Investoren suchen im Hinblick auf den Erwerb oder die Anmietung des Gutes oder jegliche andere Lösung, um über das Gut zu verfügen, durch die Entwicklung einer Handelsstrategie, die auf der Studie betreffend das Wiederverwendungspotential des Gutes beruht;

5° auf der Grundlage eines Wiederverwendungsprogramms, entweder für eigene Rechnung oder für Rechnung einer bevollmächtigten Dritten die Bauherrschaft der Restaurierungsarbeiten übernehmen;

6° das bereits oder künftig wiederverwendete Gut verkaufen, vermieten oder durch jede andere Formel zur Verfügung stellen.

Art. 220 – Die Fortbildung in den Handwerksberufen der Denkmalpflege besteht darin:

1° theoretische und praktische Fortbildungskurse bezüglich der Berufen und Techniken der Erbgüterhaltung in Konzertierung mit den regionalen Bildungseinrichtungen anbieten;

2° eine Empfangsinfrastruktur organisieren, die zum reibungslosen Ablauf dieser Fortbildungen beitragen kann;

3° jede Dokumentation in bezug auf die Handwerksberufe in der Denkmalpflege sammeln und verbreiten;

4° Veranstaltungen, Aktivitäten und Versammlungen organisieren, die insbesondere zum Zweck haben, die vom «Réseau européen des métiers du patrimoine» festgelegten Zielsetzungen zu erreichen;

5° mit den in diesem Bereich zuständigen Behörden Abkommen abschließen und zusammenarbeiten und sich an den Initiativen der Region in Sachen Ausbildung beteiligen;

6° die Förderung dieser Fortbildungen in Belgien und im Ausland, insbesondere im Rahmen einer konzertierten Maßnahme im Bereich des Tourismus gewährleisten.

Art. 221 – Zur Erfüllung seiner Aufgaben kann das Institut insbesondere:

1° unter den durch die Artikel 176, § 1 und § 2 und 177 bis 180 festgelegten Bedingungen ein Vorkaufsrecht an unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Gütern geltend machen, soweit diese Güter vorher in der in Artikel 218 des Gesetzbuches erwähnten Liste aufgeführt worden sind;

2° der Regierung vorschlagen, im Rahmen der in Artikel 212, § 2 vorgesehenen Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken oder damit das Institut seine Aufgaben erfüllen kann, Enteignungen durchzuführen;

3° die Mitwirkung von Drittpersonen anfordern und sie mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks des Instituts nützlich ist;

4° jedes Finanzgeschäft und jedes Geschäft bezüglich beweglicher oder unbeweglicher Güter im Rahmen der Erfüllung seines Gesellschaftszwecks abschließen, einschließlich der Beteiligung in Gesellschaften, die die Sanierung eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Gutes bezwecken;

5° jede Aktivität, die mittelbar oder unmittelbar mit seinen Aufgaben verbunden ist, entwickeln und verwirklichen;

6° Kapitalanteile nehmen oder sich mit einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen öffentlichen Rechts vereinigen, um eine Handelsgesellschaft zu gründen, nachdem dies durch einen Erlaß der Regierung genehmigt worden ist.

Art. 222 – Das Institut richtet jährlich seine Buchführung sowie seinen Tätigkeitsbericht an die Regierung. Der für das nächste Jahr vorgesehene Tätigkeitsbericht wird diesen Unterlagen beigefügt.

Die Regierung leitet diesen Bericht unverzüglich dem Wallonischen Regionalrat weiter.



## Unterabschnitt 3. — Einnahmen

Art. 223 – Die Einnahmen des Instituts bestehen aus:

1° einem jährlichen Funktionszuschuß und einen jährlichen Zuschuß für die Studien, Lieferungen, Arbeiten und Instandhaltungskosten, die im Rahmen des jährlichen Haushalts festgelegt und von der Region gewährt werden; die Region kann ebenfalls die Rechte bezüglich beweglicher und unbeweglicher Güter, deren Inhaber sie ist, dazu bestimmen;

2° Subsidien jeglicher Art, die von der regionalen Regelung vorgesehen sind;

3° den Ertrag jedes Finanzgeschäfts oder jedes Geschäfts bezüglich beweglicher oder unbeweglicher Güter;

4° unentgeltliche Zuwendungen in bar oder in Sachleistungen;

5° Einnahmen aus Schirmherrschaften, Gemeinschaftsproduktion oder Mitfinanzierung;

6° Einnahmen, die sich aus der Tätigkeit des Instituts ergeben, nämlich Verkauf von Fortbildungslehrgänge oder von Beherbergungsübernachtungen, Verkauf oder Zurverfügungstellung von Dokumentation in jeglicher Form;

7° nicht verwendete Restbeträge der vorherigen Jahre und Nettogewinn.

Art. 224 – Das Institut darf keine Anleihen aufnehmen.

## Unterabschnitt 4. — Verwaltung des Instituts

Art. 225 – Der Generalverwalter und sein Beigeordneter werden von der Regierung unter den von dieser festgelegten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung kann den Generalverwalter und, wenn dieser abwesend ist, den beigeordneten Generalverwalter mit den Befugnissen der täglichen Verwaltung bevollmächtigen.

Die Regierung bestimmt, aus welchen Handlungen die tägliche Verwaltung besteht, und legt die Vollmachten für die allgemeine Arbeitsweise, die öffentlichen Aufträge und das Dienstpersonal fest.

## Unterabschnitt 5. — Beratender Ausschuß

Art. 226 - § 1. Es wird ein beratender Ausschuß eingerichtet, der damit beauftragt wird, entweder aus eigener Initiative oder auf Antrag des Ministers hin ein Gutachten über den Haushalt, das Programm und die Erfüllung der Ausgaben des Instituts abzugeben. Er gibt ebenfalls ein Gutachten über die Wiederverwendung und die Enteignung der in Artikel 212, § 2 erwähnten Güter ab.

Der beratende Ausschuß hat die folgende Zusammensetzung:

1° der mit dem Erbe beauftragte Minister oder sein Vertreter;

2° der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, oder sein Vertreter;

3° der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Vertreter;

4° der Generalinspektor der Abteilung Erbe oder sein Vertreter;

5° ein Vertreter der «Confédération wallonne de la construction» (Wallonischer Verband des Bauwesens)

6° ein Vertreter der «Union des villes et communes wallonnes» (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

7° ein Vertreter der «Association des provinces wallonnes» (Vereinigung der wallonischen Provinzen)

8° ein Vertreter des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

9° zwei Vertreter der «Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne»;

10° zwei Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region;

11° der Generalverwalter des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) oder sein Vertreter;

12° der Generalverwalter des «Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises» (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen);

13° ein Vertreter des «Fonds de formation de la construction» (Ausbildungsfonds im Baubereich);

14° ein Vertreter des «Centre scientifique et technique de la construction» (wissenschaftliches und technisches Zentrum für das Bauwesen);

Für die verschiedenen vertretenen Einrichtungen werden die Ersatzmitglieder bezeichnet.

Im Hinblick auf die Erfüllung der Aufgaben und der eventuellen Zusammenarbeiten bezeichnet die Regierung auf Vorschlag des Generalverwalters und nach Begutachtung durch den beratenden Ausschuß zusätzliche Mitglieder dieses Ausschusses.

Das Sekretariat wird von einem Personalmitglied des Instituts gewährleistet.

§ 2. Die Regierung ernennt die effektiven und Ersatzmitglieder des Ausschusses. Sie legt die Art deren Vergütung fest und stellt die allgemeine Dienstordnung des beratenden Ausschusses auf.

Art. 227 – § 1. Es wird ein Schirmherrschaftsausschuß eingerichtet, der damit beauftragt wird, einerseits die Initiativen des Instituts zu unterstützen, und andererseits die Kreise, die sich an solchen Initiativen beteiligen könnten, dafür zu sensibilisieren.

Der Schirmherrschaftsausschuß setzt sich zusammen aus zwölf prominenten Mitgliedern aus den Kreisen der Wirtschaft, der Industrie, der Finanz, der Kultur und des Sozialwesens, die von der Regierung aufgrund ihres Interesses für die Erhaltung des Erbes und ihres Rufs in ihrem jeweiligen Berufskreis gewählt werden.

Das Sekretariat wird von einem Personalmitglied des Instituts gewährleistet.

§ 2. Die Regierung genehmigt die allgemeine Dienstordnung des Schirmherrschaftsausschusses.

## Unterabschnitt 6. — Personal

Art. 228 – Die Regierung legt den Stellenplan des Instituts fest.

Die Regierung bestimmt einerseits die Modalitäten für die Übernahme von Personalmitgliedern der Wallonischen Region in das Institut oder für ihre Zurverfügungstellung, und andererseits die Modalitäten für den Stellenaustausch zwischen dem Institut und der Wallonischen Region.

Das Institut kann ebenfalls Vertragspersonal ausschließlich zu folgenden Zwecken einstellen:

1° zur Deckung eines außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarfs an Personal, ob es sich entweder um die Durchführung zeitlich begrenzter Aktionen oder um einen außergewöhnlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

- 2° zur Ersetzung von Bediensteten, die ihr Amt nicht oder nur als Teilzeitbeschäftigte ausüben;
- 3° zur Ausführung von Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben, deren Liste zuvor von der Regierung festgelegt wird.

Art. 229 - Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, wird folgendermaßen ergänzt:

«13° «Institut du Patrimoine wallon»

In Abweichung von Artikel 2 desselben Dekrets behalten die Bediensteten, die aus öffentlichen Dienststellen außerhalb der Region kommen und zum Generalverwalter oder zum beigeordneten Generalverwalter bezeichnet werden, mindestens die Vergütung und das Dienstalter, die sie vorher hatten, oder die sie erhalten hätten, wenn sie in ihrer ursprünglichen Dienststelle das Amt, das sie bei der Bezeichnung innehatten, weiter ausgeübt hätten.

#### KAPITEL III. — *Entschädigungen*

Art. 230 - § 1. Die Eigentümer können eine Entschädigung zu Lasten der Region beantragen, wenn ein Bau- oder Erschließungsverbot, das ausschließlich aus der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes hervorgeht, am Tage vor dem Inkrafttreten des Unterschutzstellungserlasses der Benutzung oder der Zweckbestimmung dieses Gutes ein Ende setzt.

§ 2. Das Anrecht auf Entschädigung entsteht zum Zeitpunkt der Verweigerung der Städtebau- bzw. Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel 130 erwähnten Genehmigung oder bei der Ausstellung einer abschlägigen Städtebescheinigung. Für die Entschädigung kann nur die Wertminderung berücksichtigt werden, die sich aus dem Bau- bzw. Erschließungsverbot ergibt. Diese Wertminderung muß bis zu 20% dieses Wertes ohne Entschädigung ertragen werden.

Die Entschädigung wird reduziert oder verweigert, wenn bzw. sofern feststeht, daß der Eigentümer einen Nutzen aus der Unterschutzstellung des unbeweglichen Gutes zieht.

Die Region kann sich von ihrer Pflicht zur Gewährung einer Entschädigung befreien, entweder indem sie das Gut abkauft oder indem sie die Bestimmungen des Unterschutzstellungserlasses, durch den das Anrecht auf Entschädigung entstanden ist, ändert.

§ 3. Es ist keine Entschädigung zu zahlen:

- 1° wenn der Eigentümer das unbewegliche Gut erworben hat, als es bereits unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stand;
- 2° wenn es um ein Verbot geht, Firmenzeichen oder Werbevorrichtungen auf dem unbeweglichen Gut anzubringen;
- 3° wenn es um ein Verbot geht, gefährliche, lästige und gesundheitsschädliche Betriebe über den Zeitraum hinaus weiterzuführen, für den die Betreibung zugelassen worden ist;
- 4° wenn der Eigentümer selbst beantragt hat, daß sein Gut unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt wird, oder dieser Unterschutzstellung ausdrücklich zugestimmt hat.

§ 4. Die Region kann die Rückerstattung der um die gesetzlichen Zinsen erhöhten Entschädigungen von den Empfängern, ihren Rechtsnachfolgern oder ihren anspruchsberechtigten Angehörigen verlangen, sobald das unbewegliche Gut nicht mehr unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht.

§ 5. Die Forderungen verjähren ein Jahr nach dem Tag, an dem der Anspruch auf Entschädigung oder auf Rückzahlung der Entschädigung entsteht.

#### TITEL IV. — *Kleines Volkserbgut*

Art. 231 - Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann die Region sich nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten an den Kosten für die integrierte Erhaltung des kleinen Volkserbguts beteiligen. »

**Art. 6** - Buch III, Titel III des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

#### «TITEL IV. — *Archäologie*

##### KAPITEL I. — *Definitionen*

Art. 232 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels gelten die folgenden Definitionen:

- 1° archäologische Güter: alle unter- oder oberirdischen materiellen Überreste, einschließlich der paläontologischen Überreste oder ihre Spur, die als Zeugnisse von der Tätigkeit des Menschen oder seiner Umwelt, von vergangenen Zeiten und Zivilisationen betrachtet werden, ungeachtet ihres künstlerischen Wertes;
- 2° archäologische Sondierung: der Vorgang, mit dem der Zustand einer archäologischen Stätte verändert wird und mit dem das Vorhandensein von archäologischen Gütern oder das Vorhandensein, die Art und der Umfang einer archäologischen Stätte nachgewiesen werden soll;
- 3° Ausgrabungen: alle Maßnahmen und Arbeiten, die ausgeführt werden, um archäologische Güter zu suchen und zu sammeln;
- 4° Rettungsausgrabungen: die Ausgrabungen in bezug auf archäologische Stätten, die einer vollständigen oder teilweisen Zerstörung ausgesetzt sind;
- 5° vorbeugende Ausgrabungen: die Ausgrabungen in bezug auf archäologische Stätten, die kurzfristig und auf unvermeidbare Weise von totaler oder teilweiser Zerstörung bedroht sind;
- 6° Ausgrabungen mit regionalem Status: die Ausgrabungen, deren kapitale Bedeutung für die Kenntnis der Vergangenheit von der Regierung anerkannt worden ist;
- 7° unvorhergesehener Fund: die rein zufällige Freilegung von archäologischen Gütern;
- 8° Prospektion: die Maßnahme, die dazu dienen soll, den Standort von archäologischen Gütern oder Stätten zu ermitteln, ohne sie zu verändern.

##### KAPITEL II. — *Schutzmaßnahmen*

Art. 233 - Die Regierung erstellt und führt ein Verzeichnis der archäologischen Stätten der Wallonischen Region.

Art. 234 - Unbeschadet der in Artikel 116 und folgenden erwähnten Fristen ist das Gutachten der Regierung erforderlich in den Verfahren zur Erteilung der in Artikel 107, 108, 109, 127 und 130 erwähnten Genehmigungen, wenn sie Handlungen und Arbeiten betreffen, die ihrer Art wegen eine archäologische Stätte völlig oder teilweise zerstören könnten.

Art. 235 - Die Regierung kann die Erteilung der Städtebau- bzw. Erschließungsgenehmigung von der Ausführung von archäologischen Sondierungen und von Ausgrabungen abhängig machen.

Art. 236 - Die Arbeiten, die dazu bestimmt sind, eine oder mehrere archäologische Stätten zu schützen und zur Geltung zu bringen, unterliegen den Bestimmungen der Kapitel 3 und 4 des vorliegenden Titels.

### KAPITEL III. — *Archäologische Sondierungen und Ausgrabungen*

Art. 237 - Niemand darf archäologische Sondierungen oder Ausgrabungen ohne vorherige Genehmigung der Regierung oder deren Beauftragten vornehmen.

Art. 238 - Die Erteilung und der Entzug dieser Genehmigungen unterliegen dem Gutachten der Kommission.

Unbeschadet der Anwendung von Artikel 242 kann ein periodisches Programm der Ausgrabungen, die die Verwaltung vornimmt, den Gegenstand einer einzigen Genehmigung bilden.

Art. 239 - Die in Artikel 237 erwähnte Genehmigung bezieht sich auf eine bestimmte Stätte. Sie gibt die Ausgrabungsberechtigten, die Bedingungen für die Erteilung der Genehmigung sowie ihre Laufzeit an. Letztere kann verlängert werden.

Die Erteilung der Genehmigung kann geknüpft sein an:

- 1° den Nutzen der Ausgrabungen oder der archäologischen Sondierungen;
- 2° die Kompetenz, die menschlichen Mittel und die technische Infrastruktur, die den Antragstellern zur Verfügung stehen;
- 3° den Nachweis einer Vereinbarung mit dem Eigentümer der Stätte;
- 4° eine Vereinbarung zwischen der Region, dem Eigentümer der Stätte, dem Erfinder und den Ausgrabern in bezug auf den Heimfall der archäologischen Güter und deren Lagerung;
- 5° die Pflicht, periodische Berichte über den Stand der Arbeiten und einen Schlußbericht zu erstellen, die binnen einer bestimmten Frist einzureichen sind;
- 6° die Verpflichtung, die archäologischen Güter in zugelassenen und den Forschern zugänglichen Lagern zu sammeln.

Die Modalitäten für die Zulassung der in Absatz 2, 6° erwähnten Lager werden von der Regierung festgelegt.

Art. 240 - Die in Artikel 237 erwähnte Genehmigung kann suspendiert oder entzogen werden:

- 1° wenn die in Artikel 239 aufgeführten Bedingungen nicht eingehalten werden;
- 2° wenn sich herausstellt, daß die Kompetenz, die menschlichen Mittel und die materielle Infrastruktur, über die der Inhaber der Genehmigung verfügt, aufgrund der Bedeutung der Funde offensichtlich unzureichend sind.

Art. 241 - Die Verfahren zur Erteilung, zum Entzug und zur Suspendierung der in Artikel 237 erwähnten Genehmigung werden von der Regierung bestimmt.

Art. 242 - Die Regierung kann beschließen, jederzeit aus eigener Initiative und ohne vorherige Genehmigung Rettungsausgrabungen, vorbeugende Ausgrabungen und archäologische Sondierungen vorzunehmen.

Die Kommission wird über jede Rettungsausgrabung und über die erfolgten vorbeugenden Ausgrabungen und archäologischen Sondierungen unterrichtet.

Art. 243 - Eine Ausgrabung kann aufgrund des Gutachtens der Kommission von der Regierung als Ausgrabung mit regionalem Status anerkannt werden.

Jede programmierte Ausgrabung, die auf einer in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter eingetragenen Stätte erfolgt, wird von Amts wegen als Ausgrabung mit regionalem Status anerkannt.

Unter programmierten Ausgrabungen versteht man die langfristig geplanten Arbeiten, die für die Untersuchung eines genauen wissenschaftlichen Themas oder einer ganzen archäologischen Stätte erforderlich sind.

Für eine Ausgrabung mit regionalem Status darf die in Artikel 237 erwähnte Genehmigung nur der Verwaltung, einer Universität, einer wissenschaftlichen Anstalt oder, bei einer konzertierten Forschungsaktion, einer Vereinigung mehrerer der vorerwähnten Einrichtungen oder einer oder mehrerer von ihnen mit einer oder mehreren privaten Vereinigungen erteilt werden.

Art. 244 - Für die archäologischen Sondierungen und die Ausgrabungen dürfen keine elektronischen oder Magnetdetektoren benutzt werden.

Die Verwaltung und die Inhaber einer gemäß Artikel 237 erteilten Genehmigung sind einzig und allein befugt, in dem in der Genehmigung erwähnten Raum elektronische oder Magnetdetektoren zu benutzen.

Auf den archäologischen Stätten dürfen nur die in Absatz 2 erwähnten Inhaber der Genehmigung elektronische oder Magnetdetektoren besitzen.

Die Werbung für elektronische oder Magnetdetektoren darf keine Anspielung auf die archäologischen Stätten, Funde und Schätze enthalten.

### KAPITEL IV. — *Gemeinnützige archäologische Sondierungen und Funde*

Art. 245 - Bei einem unvorhergesehenen Fund von archäologischen Gütern anlässlich der Durchführung einer Städtebau- bzw. Erschließungsgenehmigung kann die Regierung nach Gutachten der Kommission beschließen, daß es im öffentlichen Interesse liegt,

1° entweder die Durchführung der Städtebau- bzw. Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel 130 erwähnten Genehmigungen, für eine Frist von höchstens sechzig Tagen auszusetzen, um archäologische Sondierungen oder Ausgrabungen vornehmen zu lassen,

2° oder die Städtebau- bzw. Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel 130 erwähnten Genehmigungen, zu entziehen, archäologische Sondierungen oder Rettungsausgrabungen vornehmen zu lassen und die Bedingungen zu bestimmen, die zum Schutz der Stätte und der gefundenen Güter erforderlich sind und unter denen eine spätere Genehmigung erteilt werden könnte.

Art. 246 - Die Regierung kann erklären, daß es im öffentlichen Interesse liegt, eine Stätte in Besitz zu nehmen, um archäologische Sondierungen oder Ausgrabungen vorzunehmen. Außer in Dringlichkeitsfällen ist das Gutachten der Kommission erforderlich.

Der in Absatz 1 gemeinte Erlaß der Regierung bestimmt für jede Stätte die Bedingungen, unter denen diese Maßnahmen ausgeführt werden können.

Dieser Erlaß bestimmt die Personen, die befugt sind, archäologische Sondierungen oder Ausgrabungen vorzunehmen, grenzt das Gelände oder den Raum ab, das bzw. der in Besitz genommen werden muß, einschließlich dessen Zugänge ab dem nächsten Wegenetz und gibt das Datum, an dem die Arbeiten beginnen, und deren Dauer an.

Der Erlaß wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief dem Eigentümer der Stätte und der Kommission zugestellt.

Innerhalb zehn Tagen nach Empfang der Notifizierung setzt der Eigentümer den Mieter oder Benutzer des Immobiliengutes per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief von diesem Erlaß in Kenntnis. In der dem Eigentümer zugestellten Notifizierung wird diese Pflicht erwähnt.

Die durch den Erlaß betroffenen archäologischen Sondierungen oder Ausgrabungen dürfen von den befugten Personen innerhalb fünfzehn Tagen nach Zustellung des Erlasses an den betroffenen Eigentümer unternommen werden.

Art. 247 - Aufgrund des Gutachtens der Kommission kann die Regierung archäologische Stätten im öffentlichen Interesse enteignen, um archäologische Güter auszugraben, sie zu untersuchen oder eventuell zur Geltung zu bringen.

Art. 248 - Nach Ablauf der in Artikel 246 erwähnten Frist für die Besitznahme muß die archäologische Stätte wieder in den Zustand gesetzt werden, in dem sie sich vor der Ausführung der in demselben Artikel erwähnten Arbeiten befand, es sei denn, es wird ein Verfahren zur Unterschutzstellung oder zur Enteignung der Stätte im öffentlichen Interesse eingeleitet.

#### KAPITEL V. — *Unvorhergesehene Funde*

Art. 249 - Wer nicht durch Ausgrabungen ein Gut entdeckt, von dem er weiß oder wissen sollte, daß es ein archäologisches Gut ist, ist dazu verpflichtet, es innerhalb drei Werktagen bei der Verwaltung oder der Gemeinde, in der das Gut liegt, zu melden. Die Gemeinde benachrichtigt sofort die Verwaltung. Die Verwaltung unterrichtet den Eigentümer und den Benutzer, wenn dieser nicht die Erfinder sind, sowie die Gemeinde, in der das Gut liegt.

Die gefundenen archäologischen Güter und ihre Stätten müssen bis zum fünfzehnten Tag nach der Meldung in ihrem Stand erhalten werden, von Schäden und Zerstörungen geschützt werden und von dem Eigentümer, dem Benutzer und dem Erfinder der Verwaltung zur Untersuchung zugänglich gemacht werden.

Die in Absatz 2 erwähnte Frist von fünfzehn Tagen kann nach Begutachtung von der Regierung verkürzt oder verlängert werden.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und die allgemeinen Schutzbestimmungen, die auf archäologische Güter, die unvorhergesehene Fundgegenstände sind, Anwendung finden.

#### KAPITEL VI. — *Zuschüsse*

Art. 250 - Im Rahmen der dazu im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann die Regierung Zuschüsse gewähren für:

- 1° die Ausführungen von Prospektionen, archäologischen Sondierungen und Ausgrabungen;
- 2° die Erstellung und Verteilung von Publikationen über die Prospektionen, archäologischen Sondierungen, Ausgrabungen und Funde;
- 3° den Schutz, die Instandsetzung und die Erschließung der archäologischen Stätten und Güter;
- 4° die Organisation von Kolloquien oder von wissenschaftlichen bzw. populärwissenschaftlichen Veranstaltungen in bezug auf die archäologischen Ausgrabungen und Funde.

Art. 251 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse.

Sie kann den Nutzen und die Dauer der Arbeiten, die einzusetzenden menschlichen Mittel und technischen Infrastrukturen, die Modalitäten für die Registrierung und den Heimfall der gefundenen Güter berücksichtigen.

Die Gewährung der Zuschüsse kann auch an die Pflicht geknüpft sein, periodische Berichte über den Stand der Arbeiten und einen Schlußbericht zu erstellen, die binnen einer bestimmten Frist einzureichen sind.

#### KAPITEL VII. — *Entschädigungen*

Art. 231 - Wenn der Beschwerdeführer den Beweis von materiellen Schäden erbringt, wird eine Entschädigung für diese Schäden gewährt, wenn diese auf das Folgende zurückzuführen sind:

- 1° entweder auf in Anwendung von Artikel 235 durchgeführte archäologische Sondierungen oder Ausgrabungen, die länger als dreißig Tagen dauern würden, ungeachtet der Tage mit ungünstigen Witterungseinflüssen;
- 2° oder auf die Aussetzung der Durchführung einer in Artikel 245 erwähnten Genehmigung oder auf den Entzug dieser Genehmigung;
- 3° oder auf die Besitznahme der Stätte im Sinne von Artikel 246.
- 4° oder auf die Verlängerung der in Artikel 249 erwähnten Frist von fünfzehn Tagen, wenn die ganze Frist, ungeachtet der Tage mit ungünstigen Witterungseinflüssen, mehr als dreißig Tage beträgt.

Die Regierung legt den Betrag der Entschädigung fest und gewährt sie. Bei einer Anfechtung bestimmt der Richter den Betrag der Vergütung.

Es ist keine Entschädigung zu zahlen, wenn der Eigentümer und der Unternehmer der Arbeiten, während denen der unvorhergesehene Fund erfolgt ist, ihrer in Artikel 249 erwähnten Meldepflicht nicht nachgekommen sind. »

**Art. 7** - Die Unterschutzstellungsverfahren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Bestimmungen des vorliegenden Buches laufen, gelten für den bereits verwirklichten Teil. Sie werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Buches fortgesetzt.

Die am Tag des Inkrafttretens der Bestimmungen des vorliegenden Buches in Ausführung begriffenen archäologischen Sondierungen und Ausgrabungen gelten ab diesem Tag für eine Höchstdauer von sechs Monaten als genehmigt.

Nach dieser Frist sind sie gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Buches fortzuführen.

**Art. 8** - Die Regierung ist dazu berechtigt, die Numerierung der Artikel des Gesetzbuches abzuändern.

**Art. 9** - Der Wortlaut «Institut du Patrimoine Wallon (I.P.W.)» wird in die Liste der Einrichtungen, die in Artikel 1, Absatz 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen aufgeführt sind, eingetragen.

**Art. 10** - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.  
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.  
Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*

*Dokumente des Rates.* — 488 (1998-1999) - Nrn. 1 bis 11

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 31. März 1999 — Diskussion. Abstimmung.

—  
VERTALING  
**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 99 — 1442

[C - 99/27393]

**1 APRIL 1999. — Decreet betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikelen 2 tot 5 van dit decreet gelden enkel in het Franstalig gebied.

Artikel 6 geldt voor het hele grondgebied van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** In artikel 84 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium zijn volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 14°, worden de woorden « instandhoudingswerken in de zin van artikel 185, 7° » vervangen door de woorden « restauratiewerken in de zin van artikel 187, 11° »;

2° in paragraaf 1, 14°, worden de woorden « artikel 189 » en de woorden « artikel 192 » respectievelijk vervangen door de woorden « artikel 193 » en de woorden « artikel 196 »;

3° in paragraaf 2, 3de lid, worden de woorden « artikel 205 bedoeld beschermingsgebied of in een landschap dat voorkomt in de atlas waarvan sprake in artikel 215 » vervangen door de woorden « artikel 205 bedoeld beschermingsgebied of in een landschap dat voorkomt in de in artikel 233 bedoelde inventaris van de archeologische vindplaatsen »;

4° in paragraaf 2, 3de lid, worden de woorden « artikel 185, 11° » vervangen door de woorden « artikel 187, 13° ».

**Art. 3.** In artikel 109 van hetzelfde Wetboek zijn volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « artikel 205, of in een landschap dat voorkomt in de in artikel 215 bedoelde atlas » vervangen door de woorden « artikel 205 bedoeld beschermingsgebied of in een landschap dat voorkomt in de in artikel 233 bedoelde inventaris van de archeologische vindplaatsen »;

2° in het tweede lid worden de woorden « artikel 185, 3° » vervangen door de woorden « artikel 187, 3° ».

**Art. 4.** In artikel 150, 2de lid, e., van hetzelfde Wetboek zijn volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « artikel 189 » en de woorden « artikel 205 » worden respectievelijk vervangen door de woorden « artikel 196 » en de woorden « artikel 209 »;

2° de woorden « gelegen is in een landschap dat voorkomt in de in artikel 215 bedoelde atlas » worden vervangen door de woorden « gelegen is in een landschap dat voorkomt in de in artikel 233 bedoelde inventaris van de archeologische vindplaatsen ».

**Art. 5.** Boek III, Titels I, II en IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door volgende tekst :

« **BOEK III. — « Bepalingen inzake patrimonium**

TITEL I. — Algemeen

HOOFDSTUK I. — *Integratie van het patrimonium in de levenssfeer van de huidige maatschappij*

Art. 185. Het doel van dit boek is het geïntegreerd behoud van het patrimonium te verzekeren.

Onder patrimonium dient te worden verstaan het geheel van de onroerende goederen waarvan de bescherming gerechtvaardigd is wegens hun historisch, archeologisch, wetenschappelijk, artistiek, sociaal, technisch of landschapachtig belang.

a. Als monument : elke afzonderlijk beschouwde architecturale of sculpturale verwezenlijking, met inbegrip van de installaties en decoratieve elementen die noodzakelijk deel uitmaken van die verwezenlijking;

b. Als architecturaal geheel : elke groep van stads- of plattelandsgebouwen, met inbegrip van de elementen die ze met elkaar verbinden, coherent genoeg om het voorwerp te zijn van een topografische afbakening en opvallend door zijn homogeniteit of zijn integratie in het landschap;

c. Als landschap : elke natuurlijke verwezenlijking of elke combinatie van menselijke en natuurlijke verwezenlijkingen waarbij een ruimte tot stand gebracht wordt die karakteristiek en homogeen genoeg is om het voorwerp te zijn van een topografische afbakening;

d. Als archeologische plaats : elk terrein, geologische formatie, monument, architecturaal geheel of plaats die archeologische goederen bevat hebben of geacht zijn te bevatten.

Onder geïntegreerde instandhouding dient te worden verstaan het geheel van de maatregelen genomen ten einde te zorgen voor de duurzaamheid van dat patrimonium, voor zijn handhaving in het kader van een geschikte - bebouwde of natuurlijke - omgeving, zijn bestemming en zijn aanpassing aan de behoeften van de maatschappij.

Art. 186. Voorafgaand aan elke beslissing tot oprichting van een nieuw gebouw en om de geïntegreerde instandhouding van hun patrimonium te verzekeren moeten de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Waalse Huisvestingsmaatschappij, de door deze laatste erkende bouwmaatschappijen van openbare dienst, de provincies, de gemeenten en de intercommunales, de kerkfabrieken en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een studie voorleggen waaruit blijkt dat het onmogelijk is het goed of de goederen waarvan zij eigenaar zijn te gebruiken voor de activiteit waarvoor een stedenbouwvergunning werd gevraagd indien het beschermd is, op de beschermingslijst staat, zal beschermd worden na kennisgeving van de beslissing van de Regering om de beschermingsprocedure te beginnen of op de in artikel 192 bedoelde patrimoniuminventaris staat.

#### HOOFDSTUK II. — *Begripsbepalingen*

Art. 187. Voor de toepassing van dit Boek wordt verstaan onder :

1° Regering : de Waalse Regering;

2° Bestuur : het directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° Commissie : de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest;

4° Eigenaar : de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon, houder van een eigendomsrecht, van een recht van vruchtgebruik, van erfpacht, van oppervlakte, van woning of van gebruik op een goed dat tot het onroerend patrimonium behoort;

5° Instituut : het Instituut van het Waalse Patrimonium;

6° Beschermingslijst : lijst van onroerende goederen bedreigd met vernietiging of met een voorlopige of definitieve wijziging, beschermd op kort termijn voor een bepaalde periode in de afwachting van een definitieve bescherming indien nodig;

7° Beschermingsgebied : het gebied gelegen rondom een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of dat geklasseerd is, en waarvan de omtrek is afgebakend al naar gelang de eisen voor de geïntegreerde instandhouding van dat goed;

8° Bescherming : alle maatregelen voor de identificatie bij middel van inventarissen, het wetenschappelijk onderzoek, de bescherming of het opnemen op de beschermingslijst van het onroerend patrimonium, met inbegrip van de aanleg van een beschermingszone indien nodig;

9° Preventie : alle gezondheidsstudies, voorafgaande studies en onderhoudshandelingen;

10° Onderhoud : alle preventieve of curatieve onderhoudshandelingen, hetzij definitief zonder het uiterlijk of innerlijk aspect, de materialen ervan noch de eigenschappen van het goed te wijzigen en die de beschermingsmaatregelen gerechtvaardigd hebben, hetzij voorlopig voor wat de beschermde onroerende goederen betreft die op de beschermingslijst opgenoemd zijn of die zullen beschermd worden na de kennisgeving van de beslissing van de Regering om de beschermingsprocedure te beginnen en waarvoor de maximum bedragen door de Regering worden vastgesteld;

11° Restauratie : alle sanerings-, herstel-, valorisatie- of onderhoudswerken niet bedoeld in punt 9°;

12° Uitzonderlijk patrimonium : de monumenten, architecturale gehelen, landschappen en archeologische plaatsen van groot belang die het onderwerp zijn van een beschermingsmaatregel en waarvan de lijst vastgesteld wordt bij besluit van de Regering na advies van de commissie;

13° klein volkspatrimonium : de kleine elementen die gebouwd zijn, geïsoleerd of deel uitmakend van een geheel, die het leefklimaat verfraaien, als referentie dienen voor een plaatselijke bevolking of bijdragen tot het gevoel van tot een plaats te behoren en die al dan niet een beschermingsmaatregel genieten.

#### HOOFDSTUK III. — *Opdrachten, structuren en werking van de commissie*

Art. 188. De commissie is belast met :

1° voorstellen te maken en adviezen te geven overeenkomstig dit Wetboek;

2° indien de Regering het nodig acht, een advies te geven over de vergunning de werken te starten en over de werken i.v.m. ieder onroerend goed dat een historisch, archeologisch, wetenschappelijk, artistiek, sociaal, technisch of landschapachtig belang vertoont;

3° indien zij het nodig acht het bestuur bij te staan in de uitvoering van de werken;

4° de Regering algemene aanbevelingen te doen inzake het patrimoniumbeleid, met name de bewustmaking van de openbare mening voor de bescherming van het patrimonium.

Art. 189. De commissie wordt ingericht in een gewestelijke kamer en in vijf provinciale kamers.

Art. 190. De Regering bepaalt de samenstelling en de werkingswijze van de commissie en omschrijft haar structuur en haar opdrachten.

Art. 191. De Regering bepaalt de termijnen waarin de commissie haar adviezen geeft. Indien de commissie geen uitspraak gedaan heeft binnen deze termijnen houdt de Regering er geen rekening mee.

### TITEL II. — *Bescherming, voorzorgsmaatregelen en restauratie*

#### HOOFDSTUK I. — *Beschermingsmaatregelen*

##### *Sectie 1. — Inventaris*

Art. 192. Een inventaris van het patrimonium wordt door de Regering opgemaakt, bijgehouden en gepubliceerd.

## Sectie 2. — Beschermingslijst

Art. 193. § 1. De Regering kan de in artikel 185, 2de lid bepaalde onroerende goederen op een beschermingslijst opnemen :

- 1° hetzij op eigen initiatief;
  - 2° hetzij op voorstel van de commissie;
  - 3° hetzij op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
  - 4° hetzij op verzoek van driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente minder dan vijfduizend inwoners telt, van zeshonderd personen indien de gemeente vijfduizend tot dertigduizend inwoners telt of duizend personen voor een gemeente met meer dan dertigduizend inwoners;
  - 5° hetzij op verzoek van de eigenaar.
- Behalve behoorlijk gemotiveerde dringendheid gaat de Regering slechts over tot deze inschrijving na advies van de commissie.

§ 2. De onroerende goederen worden op een beschermingslijst opgenomen voor een niet verlengbare periode van twaalf maanden die ingaat op de datum van de opneming.

Art. 194. Indien een onroerend goed gelegen is binnen de omtrek van een bijzonder beheerplan van een domaniaal natuurreservaat opgemaakt door de Regering krachtens artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud moet het besluit tot opneming van dit goed op de beschermingslijst rekening houden met dat plan.

Art. 195. Het besluit tot opneming van een onroerend goed op de beschermingslijst wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd onder de vorm van een bericht.

Er wordt kennis gegeven van het besluit aan :

- 1° de bestendige deputatie van de provincie waar het goed gelegen is;
- 2° het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 3° de commissie;
- 4° de eigenaar;
- 5° de betrokken ministers.

Het besluit tot opneming van een onroerend goed op de beschermingslijst is bindend ten hun opzichte zodra het bekend wordt gemaakt of na zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad* indien deze laatste eerder gebeurd is.

## Sectie 3. — Beschermingsprocedure

Art. 196. De Regering kan de in artikel 185, 2de lid bepaalde onroerende goederen op een beschermingslijst opnemen.

Op advies van de commissie wordt de lijst van het uitzonderlijk patrimonium van het Gewest om de drie jaar door de Regering opgemaakt.

De Regering kan gericht de uitzonderlijke aard van bepaalde beschermde elementen erkennen op advies van de commissie.

Art. 197. De Regering begint de beschermingsprocedure :

- 1° hetzij op eigen initiatief;
- 2° hetzij op voorstel van de commissie;
- 3° hetzij op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 4° hetzij op verzoek van driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente minder dan vijfduizend inwoners telt, van zeshonderd personen indien de gemeente vijfduizend tot dertigduizend inwoners telt of duizend personen voor een gemeente met meer dan dertigduizend inwoners;
- 5° hetzij op verzoek van de eigenaar.

Art. 198. § 1. Bij een ter post aangetekende brief betekent de Regering haar beslissing de beschermingsprocedure te beginnen en vraagt het advies over de beschermingsprojecten tegelijkertijd aan :

- 1° de bestendige deputatie van de provincie waar het goed gelegen is;
- 2° het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 3° de commissie;
- 4° de betrokken ministers die over een termijn van zestig dagen beschikken om hun advies te geven; na deze termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 2. Op dezelfde datum dan die van de in paragraaf 1 bedoelde kennisgevingen betekent de Regering aan de eigenaar bij een ter post aangetekende brief haar beslissing de beschermingsprocedure te beginnen. Deze kennisgeving vermeldt de bepaling voorzien in artikel 230, § 3, 4°. Binnen vijftien werkdagen is de eigenaar verplicht de huurder of de gebruiker van het betrokken onroerend goed hierover in te lichten, alsook iedere persoon die hij belast zou hebben met de uitvoering van werken aan het desbetreffend goed of die hij gemachtigd zou hebben ze uit te voeren. De aan de eigenaar gerichte kennisgeving vermeldt deze verplichting.

Art. 199. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de in artikel 198, § 1 bedoelde kennisgeving gaat het college van burgemeester en schepenen over tot een openbaar onderzoek dat vijftien dagen duurt.

De dossiers kunnen alle werkdagen en minstens een dag tot 20 uur of 's zaterdags voormiddag op het gemeentehuis geraadpleegd worden.

Dit openbaar onderzoek wordt aangekondigd zowel door aanplakking op het gemeentehuis en op de door het beschermingsproject betrokken plaats als door een bericht dat verschijnt in drie dagbladen van de streek. Indien er een gemeentelijk informatieblad bestaat dat aan de bevolking wordt uitgedeeld wordt het bericht er ingevoegd.

Zo er geen gemeentelijk informatiebulletin bestaat wordt het bericht bekendgemaakt in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld.

De berichten vermelden het onderwerp van het onderzoek en dat het dossier geraadpleegd kan worden op het gemeentehuis overeenkomstig de in de vorige paragraaf aangeduide beginselen. De berichten « ad valvas » moeten tijdens de hele duur van het onderzoek perfect zichtbaar en leesbaar blijven.

§ 2. Binnen vijftien dagen na het einde van de in paragraaf 1, 1ste lid bedoelde termijn houdt het college van burgemeester en schepenen of een lid ervan dat daartoe gemachtigd een openbare zitting waar eenieder die het wenst kan gehoord worden.

Op het einde van deze zitting wordt een verslag opgesteld tot sluiting van het openbaar onderzoek.

§ 3. Na de afsluiting van het openbaar onderzoek en binnen een termijn van minder dan dertig dagen geeft de gemeenteraad een gemotiveerd advies over de beschermingsaanvraag; na deze termijn loopt de procedure verder.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de afsluiting van de in paragraaf 3 voorziene termijn doet het college van burgemeester en schepenen het dossier aan de bestendige deputatie toekomen, samen met :

- 1° de tijdens het openbaar onderzoek geformuleerde opmerkingen;
- 2° het sluitingsverslag van het openbaar onderzoek;
- 3° de beslissing van de gemeenteraad.

Een copie van deze documenten en van de in paragraaf 1, 4de lid bedoelde berichten wordt tegelijkertijd aan de Regering en aan de commissie toegestuurd.

§ 5. Elk verstek of uitstel vanwege de gemeente om de formaliteiten van dit artikelen uit te voeren brengt geen nietigverklaring van de procedure mee en kan niet als gevolg hebben dat de in artikel 200 bedoelde termijn verlengd wordt.

§ 6. De termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus vanaf het ogenblik dat de gemeente het bericht ontvangen heeft om de beschermingsprocedure te beginnen tot de dag waarop het dossier aan de bestendige deputatie overgemaakt wordt.

Art. 200. Binnen dertig dagen na de ontvangst van het door de gemeente verstuurd dossier of, bij gebreke, binnen honderdvijftig dagen na de ontvangst van de in artikel 198, § 1 bedoelde kennisgeving geeft de bestendige deputatie een gemotiveerd advies over de beschermingsaanvraag; na deze termijn loopt de procedure verder.

Art. 201. De bestendige deputatie doet het volledig dossier aan de commissie toekomen die haar gemotiveerde voorstellen aan de Regering doet toekomen binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier of, bij ontstentenis, binnen zestig dagen na afloop van de in artikel 200 bedoelde termijn van honderdvijftig dagen. Een copie van de beslissing van de bestendige deputatie wordt binnen dezelfde termijn naar de Regering verstuurd.

Art. 202. § 1. De eigenaar van een onroerend goed dat het onderwerp is van een beschermingsvoorstel kan binnen vijftenzeventig dagen na de afsluiting van het in artikel 199 bedoeld onderzoek zich rechtstreeks richten tot de Regering bij een aangetekende brief om zijn opmerkingen i.v.m. het beschermingsvoorstel bekend te maken, in de mate dat hij bij zijn brief een verklaring voegt van het gemeentebestuur waar hij woont om te bewijzen dat hij afwezig was tijdens het onderzoek.

§ 2. De eigenaar van het goed of iedere andere belangstellende kan gebruik maken van de in paragraaf 1 voorziene procedure indien de gemeente niet overgegaan is tot het openbaar onderzoek.

Art. 203. Indien een onroerend goed gelegen is binnen de omtrek van een bijzonder beheerplan van een domaniaal natuureservaat opgemaakt door de Regering krachtens artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud moet het beschermingsbesluit rekening houden met dat plan.

Indien het beschermingsbesluit wijzigingen aan een in het 1ste lid bedoelde bijzonder beheerplan inhoudt moet de Regering de herziening van dat plan beslissen.

Art. 204. Het beschermingsbesluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd onder de vorm van een bericht. Het wordt bij een ter post aangetekende brief naar de overheden en naar de in artikel 198 vermelde personen verstuurd en het wordt overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het bericht geeft de eigenaar kennis ervan aan de huurder of de gebruiker van het betrokken onroerend goed bij een ter post aangetekende brief op straffe van solidair verantwoordelijk te worden gehouden voor het herstel in de oorspronkelijke staat besloten bij het gerecht krachtens artikel 155. De aan de eigenaar verstuurd kennisgeving vermeldt deze verplichting.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving informeert het college van burgemeester en schepenen de gebruiker van het beschermingsbesluit en maakt het bekend door aanplakking op het gemeentehuis en op de betrokken plaatsen gedurende minimum dertig dagen.

Het beschermingsbesluit heeft uitwerking t.o.v. de overheid en de in artikel 198 vermelde personen zodra het bekend wordt gemaakt of na zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad* indien deze laatste eerder gebeurd is.

#### Sectie 4. — Intrekking van de beschermingsmaatregelen

Art. 205. Om een onroerend goed van de beschermingslijst te schrappen of om over te gaan tot de afvoering van het onroerend goed van de monumentenlijst moet de Regering de procedures naleven die respectievelijk in artikelen 193 tot 195 en in artikelen 197 tot 204 voorzien zijn.

#### Sectie 5. — Gevolgen van de beschermingsmaatregelen

Art. 206. § 1. De eigenaar van een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of van een beschermd goed kan er enkel definitieve wijzigingen aanbrengen of laten aanbrengen met inachtneming van de bepalingen van artikelen 84 en volgende van het Wetboek.

Elke volledige afbraak van een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of van een beschermd goed is verboden, behalve in de in paragraaf 3 voorziene hypothesen.

De werken van gedeeltelijke afbraak van een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of van een beschermd goed kan toegelaten worden zonder het onderwerp te zijn van een afvoeringsmaatregel indien zij de eigenschappen van het goed niet grondig wijzigen en voor zover zij het gevolg zijn van een project voor een nieuwe bestemming, een versteviging, een restauratie of een valorisatie dat door de Regering werd goedgekeurd.

§ 2. De volledige of gedeeltelijke verplaatsing van een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of van een beschermd goed is verboden, behalve indien de materiele vrijwaring van dat goed het hoogdringend zou bevelen. In dat geval worden naar omstandigheid de nodige waarborgen voor het uiteennemen ervan, zijn verplaatsing en zijn wederopbouw in een bepaalde plaats door de Regering vastgesteld.

§ 3. In afwijking van artikelen 133 en 135, § 2, 2e lid, 1° van de nieuwe gemeentewet indien een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of een beschermd goed dreigt in te storten mag de burgemeester zijn volledige of gedeeltelijke afbraak niet bevelen zonder de Regering over zijn beslissing in te lichten. Deze beslissing is uitvoerbaar binnen tien werkdagen na de ontvangst van deze kennisgeving indien de Regering ze niet geschorst heeft bij een ter post aangetekende brief.

§ 4. Het onroerend goed blijft de gevolgen van zijn opneming op de beschermingslijst of van zijn bescherming ondergaan, wie de nieuwe eigenaar ook moge zijn. De verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van dit Wetboek of van andere wetten, decreten en reglementen betreffende de wegen- en de bouwpolitie zijn niet van toepassing op de op de beschermingslijst opgenomen onroerende goederen of op beschermde goederen, indien zij hun beschadiging of de wijziging van hun aspect als gevolg kunnen hebben.

§ 5. Indien een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of een beschermd goed overgedragen wordt is de instrumenterende notaris ertoe gehouden eventuele inlichtingen betreffende de opneming op de beschermingslijst of de bescherming bij de gemeentebesturen in te winnen en ze in de authentieke akte over te schrijven.

De instrumenterende notaris is eveneens gehouden de opneming van het goed op de beschermingslijst of zijn bescherming te vermelden in de ter gelegenheid van elke overdracht gemaakte publiciteit.



De notaris moet de Regering inlichten binnen dertig dagen over de verandering van eigenaar van een beschermd goed.

§ 6. Indien een onroerend goed opgenomen is op de beschermingslijst of beschermd is moeten de gemeentebesturen hieromtrent alle inlichtingen geven die zij bezitten hetzij op verzoek van iedere belanghebbende, hetzij van ambtswege indien zij een stedenbouwkundig attest uitreiken krachtens artikel 150, 5°.

Art. 207. Het besluit tot opnemning van een onroerend goed op de beschermingslijst of het beschermingsbesluit van een onroerend goed kan bijzondere beschermings- en beheer voorwaarden bepalen waaraan het betrokken goed onderworpen is. Deze voorwaarden kunnen beperkingen i.v.m. het eigendomsrecht inhouden, het totaal of voorwaardelijk verbod te bouwen, te verkavelen of omheiningen te plaatsen inbegrepen.

Het besluit betreffende een landschap mag de vrijheid van de landbouwer die dit landschap bebouwt niet beperken wat betreft de beplantingen en de teelten, met uitzondering evenwel van heggen, bosjes, dreven en bossen, vochtige gebieden en gebieden beschermd wegens het belang van hun vegetatie of fauna, alsook van de grond die archeologische vindplaatsen verbergt.

Art. 208. De onroerende goederen die het onderwerp zijn van een beschermingsprocedure blijven voorlopig de gevolgen van deze bescherming ondergaan gedurende een periode van een jaar die ingaat op de datum van de in artikel 198 bedoelde kennisgevingen.

#### Sectie 6. — Beschermingszones

Art. 209. Het besluit tot opnemning van een onroerend goed op de beschermingslijst of het beschermingsbesluit van een onroerend goed kan rond het desbetreffend goed een beschermingszone bepalen waarvan het de grenzen vaststelt.

Op advies van de commissie en bij gemotiveerd besluit kan de Regering een beschermingszone bepalen rond een op de beschermingslijst opgenomen onroerend goed of rond een beschermd goed.

#### Sectie 7. — Schilden en borden

Art. 210. De Regering bepaalt de grafische vormgeving, de afmetingen en de plaats van de schilden en borden op de beschermde onroerende goederen of in de nabije buurt ervan om de aandacht te vestigen op de beschermingsmaatregelen die worden toegepast.

### HOOFDSTUK II. — Voorzorgs- en restauratiemaatregelen

#### Sectie 1. — Algemene bepalingen

Art. 211. De eigenaar van een beschermd onroerend goed is verplicht het in goede staat te houden.

Wordt geacht te hebben verzuimd aan de verplichting zijn eigendom in goede staat te houden, de eigenaar die na ingebrekestelling geen studies of werken doen ondernemen overeenkomstig de voorschriften van de in artikel 212, § 1 bedoelde fiche van sanitaire toestand :

1° hetzij binnen vijf jaar vanaf de kennisgeving door de Regering van de in artikel 212, § 1, 3de lid bedoelde belofte van subsidie;

2° hetzij binnen negentig dagen na de notificatie van een besluit voor toelagen in het raam van de in artikel 214, § 1 bedoelde instandhouding van het patrimonium;

3° hetzij binnen twee jaar na de uitreiking van een stedenbouwvergunning betreffende dit goed;

4° hetzij binnen het jaar na de kennisgeving van het besluit tot subsidiëring van dezelfde studies en werken indien deze kennisgeving na de afgifte van de vergunning plaatsvond.

Onverminderd artikel 154, bepaalt de Regering de modaliteiten tot vermindering van het bedrag van de toegekende toelagen voor de uitvoering van de werken aan het goed indien de eigenaar zijn verplichtingen niet heeft nageleefd.

#### Sectie 2. — Voorzorg

##### Ondersectie 1. — De fiche van sanitaire toestand

Art. 212. § 1. De eigenaars van beschermde goederen moeten om de vijf jaren een fiche van sanitaire toestand indienen die een samenvatting is van een studie waarin de fysieke toestand van het beschermd goed beschreven is en die voor de vijf volgende jaren een plan van de studies en voorzorg- en restauratiewerken beschrijft om het geïntegreerd behoud van het goed. Deze fiche wordt voorgelegd ter goedkeuring van de Regering of van haar afgevaardigde en wordt ter informatie doorgestuurd naar de gemeente waar het goed gelegen is indien het voor openbaar gebruik bestemd is.

De fiche van sanitaire toestand bevat met name technische gegevens betreffende de algemene fysieke toestand van het monument, de instandhoudingsstaat van het landschap, van het architecturaal geheel of van de archeologische plaats, de noodzaak voorafgaande aanvullende studies te verrichten, de aard van de dringende werken uit te voeren, alsook hun raming.

Wanneer zij de fiche van sanitaire toestand goedkeurt geeft de Regering in voorkomend geval aan welke studies of werken zij als prioritair beschouwt en waarvoor toelagen worden toegekend.

Bij niet-goedkeuring wordt de fiche binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan bij een ter post aangetekende brief door een bij wederkerige instemming aangestelde deskundige herzien en opnieuw ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

§ 2. Onverminderd artikel 154 van het Wetboek, indien de eigenaar de fiche van sanitaire toestand niet binnen de door de Regering vastgestelde termijn indient en wanneer de eigenaar geen gevolg geeft aan de ingebrekestelling om de in de fiche voorziene studies en prioritaire werken uit te voeren waarvoor de Regering subsidies beloofd heeft kunnen het Gewest, de gemeente of de provincie in zijn plaats optreden en de instandhoudingsmaatregelen treffen om het goed te vrijwaren; naar gelang het geval ontvangt de gemeente of de provincie de door het Gewest toegekende subsidies.

Indien er geen akkoord met de eigenaar bereikt wordt kunnen de in het vorige lid bedoelde overheden door alle rechtsmiddelen de gedraagde kosten invorderen in de mate dat de eigenaar er een voordeel uit getrokken heeft.

Indien het goed de eigendom is van een privaatrechtelijke persoon en indien er geen vichtwerende of onderhoudswerken zijn kan de overheid overgaan tot de onteigening ervan. Behalve andersluidende overeenkomst tussen de betrokkene partijen draagt de onteigening op het volledig goed, zelfs indien het maar gedeeltelijk beschermd is voor zover dat deel een belangrijk onderdeel van het goed is en op het terrein dat er noodzakelijkerwijze bijhoort.

§ 3. De Regering bepaalt het model van de fiche van sanitaire toestand, de uitvoeringsmodaliteiten ervan alsook de voorwaarden van de tussenkomst van het Gewest voor de opmaak van deze fiche.

## Ondersectie 2. — De voorafgaande studie

Art. 213. De aan de restauratiewerken van een beschermd goed voorafgaande studie bestaat in het uitvoeren van wetenschappelijke en technische onderzoeken die nodig zijn voor de opmaak van het project voor de restauratiewerken overeenkomstig de fiche van sanitaire toestand.

De voorafgaande studie is verplicht indien restauratiewerken moeten uitgevoerd worden op een goed dat opgenomen is op de lijst van uitzonderlijk patrimonium.

De Regering bepaalt de inhoud en de voorwaarde van de inwerkingstelling van de voorafgaande studie, alsook de wijze waarop zij tussenkomt in de uitvoeringskosten ervan.

## Ondersectie 3. — De instandhouding

Art. 214. § 1. Er wordt een Comité voor de instandhouding van het patrimonium in het Waalse Gewest opgericht waarvan de werkende en plaatsvervangende leden door de Regering worden aangesteld.

Het Comité bestaat uit vertegenwoordigers van de commissie en van het bestuur, waaronder de directeur-generaal van het bestuur van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium en de in artikel 3 bedoelde gemachtigde ambtenaar of hun vertegenwoordigers.

Het Comité kan beroep doen op deskundigen en op iedere persoon waarvan het de aanwezigheid nuttig acht.

Het doet jaarlijks een verslag van zijn activiteiten aan de Regering toekomen.

De Regering kan de werkwijze van het Comité voor de instandhouding bepalen.

§ 2. Het Gewest komt tussen in de kosten verbonden aan de instandhoudingshandelingen in de zin van artikel 187, 10° op de voorwaarde dat het Comité voor de instandhouding een gunstig advies gegeven heeft vóór de uitvoering van de werken.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van deze toelagen en van de tussenkomst in de kosten voor een eventueel voorafgaande expertise.

## Sectie 3. — De restauratie

Art. 215. Voor zover hun bestemming bepaald is komen het Gewest en de betrokkene provincie en gemeente tussen in de restauratiekosten van de beschermde goederen volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 216. Indien het Gewest tussenkomt in de restauratiekosten van een op de lijst van uitzonderlijk patrimonium opgenomen goed kan het een kaderakkoord afsluiten met de opdrachtgever.

De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten van inwerkingstelling van de kaderakkoorden die :

1° de duur en de kalender vaststellen voor de uitvoering van de restauratiewerken die, naar gelang van hun omvang, over meerdere jaren kunnen lopen;

2° de globale en jaarlijkse tussenkomst van elke partij in de kosten van deze maatregelen vaststellen.

## Sectie 4. — Het « Institut du patrimoine wallon » (Instituut voor het Waalse Patrimonium)

## Ondersectie 1. — Oprichting

Art. 217. Onder de benaming « Institut du patrimoine wallon » (I.P.W.) wordt er een instelling van algemeen nut met rechtspersoonlijkheid opgericht. Het Instituut heeft zijn zetel te Namen en een Centrum voor de bijscholing van de patrimoniumambachten te Amay, in de voormalige abdij van « Paix-Dieu ».

Het Instituut is gerangschikt in de instellingen van categorie A opgenomen in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 inzake controle op sommige instellingen van algemeen nut.

## Ondersectie 2. — Doel en opdrachten

Art. 218. Het doel van het « Institut du patrimoine wallon » is enerzijds het beheer van beschermde goederen voor hun renovatie en, anderzijds de instandhouding te verzekeren van de know-how en de bijscholing van de patrimoniumambachten. De opdracht i.v.m. het beheer van beschermde goederen wordt uitgeoefend op de goederen opgesomd op een door de Regering bepaalde lijst. Deze lijst mag slechts goederen omvatten die gelegen zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest, met uitzondering van het Duitstalig grondgebied.

Art. 219. Het beheer door het « Institut du patrimoine wallon » van beschermde goederen bestaat in :

1° het goed bijeen te brengen bij aankoop of de eigenaar bij te staan voor het beheer van dat goed en, indien nodig, de onmiddellijke instandhouding ervan te verzekeren door uitvoering van dringende of vochtwerende werken;

2° het bepalen van de sanitaire staat van het goed en, indien nodig, het uitvoeren van de in artikel 213 bedoelde voorafgaande studie, alsook het verrichten van de daaruit voortvloeiende instandhoudingswerken;

3° het bestuderen van de mogelijkheden om het goed een nieuwe bestemming te geven;

4° het zoeken van privé of openbare investeerders voor de aankoop of verhuring van het goed of voor elke andere formule tot terbeschikkingstelling van het goed door opbouw van een handelsstrategie op grond van de studie over de mogelijkheid van een ander gebruik;

5° op grond van een programma voor een nieuw gebruik van het goed, hetzij voor eigen rekening hetzij voor een gemachtigde derde bewust optreden als opdrachtgever voor de restauratiewerken;

6° het verkopen, het verhuren of het terbeschikkingstellen bij middel van iedere andere formule van het goed dat een nieuwe bestemming heeft gekregen of gaat krijgen.

Art. 220. De bijscholing van de patrimoniumambachten bestaat in :

1° de aanbidding van theoretische en praktische bijscholingen inzake instandhoudingsberoepen en technieken van het patrimonium, in samenwerking met de gewestelijke vormingsinstellingen;

2° de inrichting van een onthaalinfrastructuur die kan bijdragen tot de goede werking van deze verbeteringen;

3° de inzameling van alle documentatie betreffende de ambachten i.v.m. het patrimonium en de verspreiding ervan;

4° de inrichting van manifestaties, activiteiten en vergaderingen om onder meer de door het Europees netwerk van patrimoniumsambachten opgelegde doeleinden te verwezenlijken;

5° de afsluiting van overeenkomsten en de samenwerking met bevoegde instellingen terzake en de deelneming aan de initiatieven van het Gewest inzake vorming;

6° de promotie van deze bijscholingen in België en in het buitenland met name in het kader van een geconcerteerd toeristische actie.

Art. 221. Om zijn opdrachten te vervullen kan het Instituut omder meer :

- 1° een recht van voorkoop doen gelden op de beschermde goederen onder de voorwaarden bepaald in artikelen 176, § 1 en § 2 en 177 tot 180 en voor zover deze goederen eerst op de in artikel 218 van het Wetboek opgenomen zijn;
- 2° aan de Regering voorstellen de onteigening wegens algemeen nut voort te zetten in het kader van de in artikel 212, § 2 voorziene onteigening of om het Instituut zijn taak te laten vervullen;
- 3° beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht die nuttig is voor de uitvoering van haar doel;
- 4° alle financiële, roerende en onroerende operaties verrichten in het kader van de verwezenlijking van zijn opdracht, met inbegrip van een deelneming in maatschappijen die een beschermd goed willen saneren;
- 5° alle activiteiten met een rechtstreeks of onrechtstreeks verband met zijn opdrachten ontwikkelen en uitoefenen;
- 6° deelnemen in het kapitaal van of zich associëren met een of meerdere natuurlijke of publiekrechtelijke rechtspersonen om een handelsvennootschap op te richten na daartoe gemachtigd te zijn bij een besluit van de Regering.

Art. 222. Het Instituut maakt jaarlijks zijn rekeningen alsook een verslag van zijn activiteiten over aan de Regering. Het voegt er een activiteitenprogramma bij dat voorzien is voor het komend jaar.

De Regering doet dit verslag binnen de kortste tijden aan de Waalse Gewestraad toekomen.

#### Ondersectie 3. — (Geld)middelen

Art. 223. De middelen van het Instituut zijn :

- 1° een jaarlijkse werkingstoelage en een jaarlijkse toelage voor de studies, leveringen, werken en onderhoud opgemaakt in het kader van de jaarlijkse begroting en toegekend door het Gewest; het Gewest kan er ook de rechten verbonden aan roerende en onroerende goederen die zij bezit aan besteden;
- 2° allerlei subsidies bepaald bij de gewestelijke reglementering;
- 3° de opbrengst van elke financiële, roerende en onroerende operatie;
- 4° de liberaliteiten in natura of in specie;
- 5° de opbrengsten van beschermheerschappen, coproducties of cofinanciering;
- 6° dewelke voortvloeien uit de activiteit van het Instituut, zoals de verkoop van bijscholingsstages of van overnachtingen, de verkoop of terbeschikkingstelling onder enige welke vorm dan ook van documentatie;
- 7° de niet-gebruikte saldo's van de vorige boekjaren en de nettowinst.

Art. 224. Het Instituut kan geen beroep doen op leningen.

#### Ondersectie 4. — Beheer van het Instituut

Art. 225. De algemeen beheerder en zijn adjunct worden door de Regering onder haar voorwaarden aangesteld.

De Regering kan de bevoegdheid van het dagelijks beheer aan de algemeen beheerder delegeren en, tijdens zijn afwezigheid, aan de adjunct-algemeen beheerder.

De Regering bepaalt de handelingen van het dagelijks beheer alsook de bevoegdheidsdelegaties inzake de algemene werking, de openbare aanbestedingen en het dienstpersoneel.

#### Ondersectie 5. — Commissie van advies

Art. 226. § 1. Er wordt een commissie van advies opgericht die belast is met adviezen te geven hetzij op eigen initiatief hetzij op verzoek van de Minister over de begroting, het programma van en de uitvoering van de opdrachten van het Instituut. Zij geeft ook een advies over de nieuwe bestemming en de onteigening van de in artikel 212, § 2 bedoelde goederen.

De commissie van advies is samengesteld als volgt :

- 1° de minister belast met Patrimonium of zijn afgevaardigde;
- 2° de minister bevoegd voor Beroepsopleiding of zijn afgevaardigde;
- 3° de directeur-generaal van het Bestuur of zijn vertegenwoordiger;
- 4° de inspecteur-generaal van de Afdeling Patrimonium of zijn vertegenwoordiger;
- 5° een vertegenwoordiger van de « Confédération wallonne de la construction »;
- 6° een vertegenwoordiger van de « Union des villes et communes de Wallonie »;
- 7° een vertegenwoordiger van de « Association des provinces wallonnes »;
- 8° een vertegenwoordiger van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne »;
- 9° twee vertegenwoordigers van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest;
- 10° twee vertegenwoordigers van de « Conseil économique et social de la Région wallonne »;
- 11° de algemeen beheerder van de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » of zijn vertegenwoordiger;
- 12° de algemeen beheerder van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises »;
- 13° een vertegenwoordiger van het « Centre de formation de la construction »;
- 14° een vertegenwoordiger van het « Centre scientifique et technique de la construction ».

De plaatsvervangende leden worden door de verschillende vertegenwoordigde instellingen aangesteld.

Naar gelang de inwerkingstelling van de opdrachten en de eventuele samenwerkingen worden bijkomende leden van de commissie van advies door de Regering aangesteld op voordracht van de algemeen beheerder na advies van de commissie.

Het secretariaat wordt waargenomen door een personeelslid van het Instituut.

§ 2. De Regering benoemt de werkende en plaatsvervangende leden van de commissie. Zij bepaalt de wijze waarop zij vergoed worden en maakt het reglement van orde van de commissie van advies op.

Art. 227. § 1. Er wordt een Comité van aanbeveling opgericht dat belast is enerzijds met het steunen van de initiatieven van het Instituut en anderzijds met de benadering van kringen die zich daarmee willen associëren.

Het Comité van aanbeveling bestaat uit twaalf vooraanstaande figuren uit economische, industriële, financiële, culturele en sociale kringen, door de Regering gekozen naar gelang hun belangstelling voor het behoud van het patrimonium en hun faam in hun eigen kring.

Het secretariaat wordt waargenomen door een personeelslid van het Instituut.

§ 2. De Regering maakt het reglement van orde van het Comité van aanbeveling op.

#### Ondersectie 6. — Personeel

Art. 228. De Regering stelt de personeelsformatie van het Instituut vast.

De Regering bepaalt enerzijds de modaliteiten van de overdracht van personeelsleden van het Waalse Gewest naar het Instituut en de terbeschikkingstelling ervan en, anderzijds, de modaliteiten van de permutatie tussen het Instituut en het Waalse Gewest.

Het Instituut kan ook contractueel personeel in dienst nemen uitsluitend om :

1° aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoefte te beantwoorden hetzij voor de inwerkingstelling van tijdelijke acties hetzij wegens een uitzonderlijke werktoename;

2° agenten te vervangen die hun functie niet waarnemen of haar maar tijdelijk waarnemen;

3° hulp of bijzondere taken te vervullen, waarvan de lijst voorafgaand door de Regering vastgesteld wordt.

Art. 229. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt aangevuld als volgt :

« 13° Institut du patrimoine wallon (Instituut van het Waalse Patrimonium) ».

In afwijking van artikel 2 van hetzelfde decreet behouden de personeelsleden afkomstig van andere openbare diensten dan die van het Gewest en aangesteld als algemeen beheerder of adjunct-algemeen beheerder ten minste hun bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden bekomen indien zij in hun dienst van herkomst de functie die zij bekleeden waren blijven uitoefenen op het ogenblik van hun aanstelling.

#### HOOFDSTUK III. — Vergoedingen

Art. 230. § 1. De eigenaars kunnen een vergoeding ten laste van het Gewest vragen indien een bouw- of verkavelingsverbod dat enkel het gevolg is van de bescherming van een onroerend goed een einde maakt aan het gebruik of de bestemming van dat goed op de dag vóór de inwerkingtreding van het beschermingsbesluit.

§ 2. Het recht op vergoeding begint vanaf het ogenblik dat de bouw- of verkavelingsvergunning alsook de in artikel 130 bedoelde vergunning geweigerd wordt of wanneer een negatief stedenbouwkundig attest wordt afgegeven. Alleen de waardevermindering die het gevolg is van het bouw- of verkavelingsverbod kan in aanmerking komen voor de vergoeding. Deze waardevermindering moet zonder vergoeding gedragen worden ten belope van 20 % van deze waarde.

De vergoeding wordt verminderd of geweigerd indien en in de mate dat vastgesteld wordt dat de eigenaar een voordeel haalt uit de bescherming van het onroerend goed.

Het Gewest kan zich vrijstellen van zijn verplichting tot vergoeding hetzij door het goed te kopen, hetzij door de voorschriften te wijzigen van het beschermingsbesluit dat aan de oorsprong is van het vergoedingsrecht.

§ 3. Er is geen vergoeding verschuldigd :

1° indien de eigenaar het goed verworven heeft wanneer het al beschermd was;

2° door het verbod uithangborden, reclamezuilen op een beschermd onroerend goed te plaatsen;

3° door het verbod gevaarlijke, hinderlijke en onbewoonbare huizen blijven uit te baten na de periode waarvoor de uitbating gemachtigd werd;

4° indien de eigenaar zelf de bescherming van zijn goed gevraagd heeft of uitdrukkelijk ermee ingestemd heeft.

§ 4. Het Gewest kan de terugbetaling van de vergoedingen vermeerderd met de wettelijke interesten aan de begunstigten, hun rechthebbenden of rechtverkrijgers vragen zodra het onroerend goed niet meer op de beschermingslijst opgenomen is.

§ 5. De acties verjaren één jaar na de dag waarop het recht op vergoeding of de terugbetaling van de vergoeding ontstaat.

#### TITEL III. — Het klein volkspatrimonium

Art. 231. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan het Gewest tussenkomen in de kosten voor de geïntegreerde bescherming van het klein volkspatrimonium onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden. »

**Art. 6.** Boek III, titel III van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door volgende tekst :

#### « TITEL IV. — Archeologie

##### HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Art. 232. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° archeologische goederen : alle materiële overblijfselen, van paleontologische aard of het spoor ervan inbegrepen, gelegen onder of op de grond, beschouwd als bewijs van de bedrijvigheid van de mens of van zijn leefmilieu, van verlopen tijdperken of beschavingen, ongeacht de kunstwaarde ervan;

2° archeologische peilingen : de handelingen die de wijziging van de staat van een archeologische vindplaats inhouden en die bestemd zijn op zich te vergewissen van het bestaan van archeologische goederen of van het bestaan, de aard en de omvang van een archeologische vindplaats;

3° opgravingen : alle handelingen en werken bedoeld om archeologische goederen te vinden en bijeen te brengen;

4° reddingsopgravingen : opgravingen op archeologische vindplaatsen die geheel of gedeeltelijke worden vernield;

5° preventieve opgravingen : opgravingen op archeologische vindplaatsen onvermijdelijk bedreigd met volledige of gedeeltelijke vernieling binnen een korte termijn;

6° opgravingen met een gewestelijk statuut : door de Regering erkende opgravingen wegens hun groot belang voor de kennis van het verleden;

7° toevallige ontdekking : het door zuivere toeval ontdekken van archeologische goederen;

8° prospectie : het opsporen van archeologische goederen of vindplaatsen zonder ze te wijzigen.

HOOFDSTUK II. — *Beschermingsmaatregelen*

Art. 233. De Regering maakt een lijst op van de archeologische vindplaatsen in het Waalse Gewest en werkt ze bij.

Art. 234. Onverminderd de termijnen voorzien in artikelen 116 en volgende is het advies van de Regering noodzakelijk voor de procedures van vergunningafgifte bedoeld in artikelen 107, 108, 109, 127 en 130 indien het handelingen en werken betreft die van aard zijn een archeologische vindplaats met een volledige of gedeeltelijke vernieling te bedreigen.

Art. 235. De Regering kan de afgifte van een stedenbouw- of verkavelingsattest doen afhangen van de uitvoering van archeologische peilingen en opgravingen.

Art. 236. De werken bestemd om een of meerdere archeologische vindplaatsen te vrijwaren of te valoriseren zijn onderworpen aan de bepalingen van hoofdstukken III en IV van deze titel.

HOOFDSTUKKEN III. — *Archeologische peilingen en opgravingen*

Art. 237. Niemand mag overgaan tot archeologische peilingen of opgravingen zonder de voorafgaande machtiging van de Regering of van zijn afgevaardigde.

Art. 238. Het verlenen en het intrekken van deze machtigingen worden onderworpen aan het advies van de commissie.

Onverminderd artikel 242 kan een periodiek programma van door het bestuur uitgevoerde opgravingen het onderwerp worden van een eenmalige machtiging.

Art. 239. De in artikel 237 bedoelde machtiging betreft een bepaalde vindplaats. Zij vermeldt de erkende opgravers, de voorwaarden waaraan toekenning verbonden is alsook de duur ervan. Zij kan verlengd worden.

Het toekennen van de machtiging is afhankelijk van :

- 1° het belang van de opgravingen of van de archeologische peilingen;
- 2° de bevoegdheid, de menselijke en technische middelen waarover de aanvragers beschikken;
- 3° het bewijs dat de eigenaar van de plaats ermee instemt;
- 4° de overeenkomst tussen het Gewest, de eigenaar van de plaats, de vinder en de opgravers betreffende de devolutie van de archeologische goederen en de inbewaargeving ervan;
- 5° de verplichting regelmatige verslagen op te maken over de vorderingstaat van de werken en een eindverslag in te leveren binnen een bepaalde termijn;
- 6° de verbintenis de archeologische goederen in erkende bewaarplaatsen te verzamelen die toegankelijk zijn voor de vorsers.

De erkenningsmodaliteiten van de in het 2de lid, 6° bedoelde bewaarplaatsen worden door de Regering vastgesteld.

Art. 240. De in artikel 237 bedoelde machtiging geschorst of ingetrokken kan worden :

- 1° indien de in artikel 239 bedoelde voorwaarden niet nageleefd zijn;
- 2° indien blijkt dat wegens de omvang van de ontdekkingen de bevoegdheid, de menselijke middelen of de materiële infrastructuur waarover de titularis van de machtiging beschikt klaarblijkelijk onvoldoende zijn.

Art. 241. De procedures tot toekenning, intrekking en schorsing van de in artikel 237 bedoelde machtiging worden door de Regering bepaald.

Art. 242. De Regering kan ten alle tijden, op eigen initiatief en zonder voorafgaande machtiging beslissen om reddingsopgravingen, preventieve opgravingen en archeologische peilingen uit te voeren.

De commissie wordt ingelicht over alle uitgevoerde reddingsopgravingen, preventieve opgravingen en archeologische peilingen.

Art. 243. Op advies van de commissie kan de Regering de gewestelijke aard van een opgraving erkennen.

Iedere geplande opgraving uitgevoerd op een archeologische vindplaats opgenomen op de lijst van uitzonderlijk patrimonium krijgt van ambtswege het gewestelijk statuut.

Onder geprogrammeerde opgravingen wordt verstaan de op lange termijn geplande werken die nodig zijn voor de studie van een bepaald wetenschappelijk thema of van een archeologische vindplaats in haar geheel.

Voor een opgraving met gewestelijk statuut kan de in artikel 237 bedoelde machtiging enkel toegekend worden aan het Bestuur, een universiteit, een wetenschappelijke instelling of, in het kader van een geconcentreerd opsporingsactie, aan een vereniging van meerdere reeds geciteerde instellingen of aan een of meerdere ervan in samenwerking met een of meerdere privéverenigingen.

Art. 244. Het gebruik van elektronische of magnetische detectoren voor archeologische peilingen en opgravingen is verboden.

Alléén het bestuur en de titularissen van een overeenkomstig artikel 237 uitgereikte machtiging mogen elektronische of magnetische detectoren gebruiken op de plaats aangeduid in de machtiging.

Op de archeologische vindplaatsen mogen alléén de in het 2e lid bedoelde titularissen in het bezit zijn van elektronische of magnetische detectoren.

De publiciteit omtrent de elektronische of magnetische detectoren mogen noch de archeologische vindplaatsen noch de archeologische vondsten of de schatten vermelden.

HOOFDSTUK IV. — *Archeologische peilingen en opgravingen van algemeen nut*

Art. 245. Wanneer archeologische goederen toevallig gevonden worden tijdens de inwerkingstelling van een stedenbouw- of verkavelingsvergunning kan de Regering, op advies van de commissie, beslissen dat het van algemeen nut is :

1° hetzij de uitvoering van de inwerkingstelling van een stedenbouw- of verkavelingsvergunning, alsook van de in artikel 130 bedoelde vergunningen te schorsen tijdens een termijn die niet langer dan zestig dagen is om over doen te gaan tot archeologische peilingen of tot reddingsopgravingen;

2° hetzij de stedenbouw- of verkavelingsvergunning, alsook de in artikel 130 bedoelde vergunningen in te trekken, over te gaan tot archeologische peilingen of tot reddingsopgravingen en de voorwaarden vast te stellen die nodig zijn voor het behoud van de plaats en van de ontdekte goederen en voor de uitreiking van een volgende vergunning.

Art. 246. De Regering kan de inbezitneming van een plaats wegens algemeen nut vorderen om over te gaan tot archeologische peilingen of tot opgravingen. Behalve hoogdringendheid is het advies van de commissie vereist.

Het in het 1ste lid bedoelde besluit van de Regering bepaalt voor elke plaats de voorwaarden waaronder genoemde operaties kunnen uitgevoerd worden.

Het duidt de personen aan die gemachtigd zijn voor de archeologische peilingen of de opgravingen, bakt het terrein of de ruimte af waarvan het gebruik nodig is, met inbegrip van de toegangen vanaf het meest nabij gelegen wegennet en vermeldt de datum van het begin van de operaties en de duur ervan.

De eigenaar van de plaats en de commissie worden in kennis gesteld van dit besluit bij een ter post aangetekende brief.

Binnen tien dagen na ontvangst van deze kennisgeving informeert de eigenaar de huurder of de gebruiker van het onroerend goed hieromtrent bij een ter post aangetekende brief. De aan de eigenaar gerichte kennisgeving vermeldt deze verplichting.

De bij het besluit bedoelde archeologische peilingen of opgravingen kunnen ondernomen worden door de gemachtigde personen binnen vijftien dagen na de kennisgeving van het besluit aan de betrokkene eigenaar.

Art. 247. Op advies van de commissie kan de Regering de onteigening wegens algemeen nut van de archeologische vindplaatsen voortzetten voor de opgraving, de studie of de eventuele valorisatie van de archeologische goederen.

Art. 248. Na verloop van de in artikel 246 bedoelde inbezittingstermijn moet de archeologische vindplaats terug in de oorspronkelijke staat van vóór de uitvoering van de in hetzelfde artikel bedoelde werken gesteld worden tenzij een procedure tot bescherming van de plaats of tot onteigening van de plaats wegens algemeen nut begonnen zou zijn.

#### HOOFDSTUK V. — *Toevallige ontdekkingen*

Art. 249. Degene die buiten opgravingen een goed ontdekt waarvan hij weet of moet weten dat het een archeologisch goed is moet er een verklaring van maken binnen drie werkdagen bij het bestuur of de gemeente waar het goed gelegen is; deze laatste verwittigt onverwijld het bestuur. Het bestuur informeert de eigenaar en de gebruiker hieromtrent indien zij niet de vindsters zijn, alsook de gemeente waar het goed gelegen is.

De ontdekte archeologische goederen en hun plaats moeten tot de vijftiende werkdag na de aangifte in staat gehouden worden, beschermd worden tegen de beschadigingen en vernielingen en toegankelijk gemaakt worden door de eigenaar, de gebruiker en de vinder zodat het bestuur het kan onderzoeken.

De in het 2de lid bedoelde termijn van vijftien dagen kan door de Regering, na onderzoek, ingekort of verlengd worden.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel en de algemene beschermingsvoorschriften van toepassing op de archeologische goederen die toevallig werden ontdekt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Toelagen*

Art. 250. Binnen de perken van de daartoe ingeschreven kredieten op de begroting van het Waalse Gewest kan de Regering toelagen toekennen voor :

- 1° de uitvoering van prospecties, archeologische peilingen en opgravingen;
- 2° de opmaak of de verspreiding van publicaties betreffende de prospecties, de archeologische peilingen, de opgravingen en de archeologische vondsten;
- 3° de bescherming, de herstelling en de valorisatie van de archeologische vindplaatsen en goederen;
- 4° de organisatie van colloquia of wetenschappelijke manifestaties of van de vulgarisatie omtrent de opgravingen en archeologische vondsten.

Art. 251. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen.

Er kan rekening worden gehouden met het belang en de duur van de werken, met de inwerkingstelling van de menselijke middelen en de technische infrastructuur, de modaliteiten voor de registratie en de devolutie van de ontdekte goederen.

Het toekennen van de toelagen kan eveneens afhankelijk gemaakt worden van de verplichting regelmatige verslagen op te maken over de vorderingstaat van de werken en een eindverslag in te leveren binnen een bepaalde termijn.

#### HOOFDSTUK VII. — *Vergoedingen*

Art. 252. Indien de reclamant een bewijs levert wordt een vergoeding toegekend voor het herstel van materiële schaden die het gevolg zijn van :

- 1° krachtens artikel 235 uitgevoerde archeologische peilingen of opgravingen waarvan de duur langer dan dertig dagen zou zijn, onwerkbaar dagen niet meegerekend;
- 2° de schorsing van de uitvoering van een vergunning of van haar intrekking zoals bedoeld in artikel 245;
- 3° de in artikel 246 bedoelde inbezittingstermijn van de plaats;
- 4° de verlenging van de in artikel 249 bedoelde termijn van vijftien dagen voor zover de totale termijn meer dan dertig dagen telt, onwerkbaar dagen niet meegerekend.

De vergoeding wordt door de Regering vastgesteld en toegekend. Bij betwisting bepaalt de rechter de vergoeding.

Er is geen vergoeding verschuldigd indien de eigenaar en de ondernemer van de werken tijdens dewelke de toevallige vondst gedaan werd hun verplichting tot aangifte bedoeld in artikel 249 niet nagekomen zijn. »

**Art. 7.** De lopende beschermingsprocedures op het ogenblik van de inkrachttreding van de bepalingen van dit boek blijven gelden voor het reeds uitgevoerde deel. Zij worden voortgezet overeenkomstig de bepalingen van dit boek.

De archeologische peilingen en de opgravingen die worden gedaan op de inkrachttredingsdag van de bepalingen van dit boek worden geacht gemachtigd te zijn voor een maximale duur van zes maanden vanaf deze datum.

Na deze termijn worden zij voortgezet overeenkomstig de bepalingen van dit boek.

**Art. 8.** De Regering is gemachtigd de nummering van de artikelen van het Wetboek te wijzigen.

**Art. 9.** De woorden « Institut du patrimoine wallon (I.P.W.) » worden gevoegd bij de lijst van de instellingen opgesomd in artikel 1, 1e lid van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

**Art. 10.** De Regering bepaalt de datum van inkrachttreding van dit besluit.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Waalse Gewestraad.* — 488 (1998-1999) - nrs. 1 tot 11.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 31 maart 1999. — Bespreking. Stemming.



F. 99 — 1443

[C - 99/27387]

**25 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 1998 adoptant le Plan wallon des déchets Horizon 2010, notamment les mesures spécifiques 311, 312, 313, 314, 317, 320 et 322;

Vu l'avis de la Commission des déchets rendu le 24 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles;

Considérant l'arrêté royal du 9 juillet 1986 réglementant les substances et préparations contenant des polychlorobiphényles et polychloroterphényles;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles;

Considérant la décision de la Conférence interministérielle de l'environnement du 25 novembre 1997;

Considérant la nécessité de prendre des mesures afin d'éliminer progressivement et dès que possible sans porter atteinte à l'environnement et à la santé publique tous les PCB/PCT identifiables;

Considérant que la directive 96/59/CE du Conseil impose la décontamination et/ou l'élimination des appareils et des PCB/PCT qui y sont contenus au plus tard à la fin de l'année 2010;

Considérant les consultations des opérateurs concernés et les concertations interrégionales;

Considérant que la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles impose que les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour s'y conformer au plus tard le 16 mars 1998 et qu'une procédure en manquement a été entamée par la Commission européenne à l'encontre de la Région wallonne en date du 21 octobre 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° déchet : tout déchet tel que défini à l'article 2, 1°, du décret;

3° PCB/PCT : les polychlorobiphényles, les polychloroterphényles, le monométhyltétrachloro-diphénylméthane, le monométhylchloro-diphénylméthane, le monométhyltribromodiphénylméthane ou tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 0,005 % en poids;